



Richard Nadeau

Département de science politique,
Université de Montréal

Thierry Giasson

Département de science politique,
Université de Montréal

**Richard Nadeau et
Thierry Giasson**

Les médias et le malaise démocratique
au Canada

Qui est coupable ?	4
À quand remontent les faits incriminants ?	5
Quels sont les chefs d'accusation ?	6
Les circonstances atténuantes : les conditions de pratique du journalisme politique ?	10
Les médias sont-ils coupables ?	14
La preuve est-elle convaincante ?	15
Et si le problème était ailleurs ?	17
Que faire ?	21
Notes	26
Références	30

Les
Médias

et le

Malaise

démocratique
au Canada

Résumé

Plusieurs auteurs soutiennent qu'il existe un lien entre la couverture médiatique de l'actualité politique et le déclin de la confiance dans les acteurs et les institutions politiques. Une revue des écrits sur le sujet débouche cependant sur des conclusions mitigées. Il est en effet difficile d'établir un lien direct entre le traitement journalistique de la politique et la montée du cynisme au Canada et ailleurs; néanmoins, les travaux sur cette question font ressortir un écart grandissant entre un certain idéal de la couverture médiatique de l'actualité politique et les formes actuelles du journalisme politique.

Les critiques à l'égard des journalistes politiques sont nombreuses. On leur reproche de noircir exagérément les faits, d'usurper le rôle des élus en se donnant une visibilité indue, de détourner l'attention des électeurs et de l'orienter vers des questions secondaires, de transmettre une information tronquée sur les enjeux de l'heure et de proposer une image diminuée de la politique qui met essentiellement l'accent sur les conflits partisans.

Divers facteurs sont invoqués pour expliquer cette apparente dérive du journalisme politique. Les conditions de pratique du journalisme sont mises en cause. Les pressions d'employeurs soucieux de rentabilité et le manque de ressources des journalistes conduiraient ceux-ci à produire une couverture stéréotypée, superficielle et « spectaculaire » de l'actualité politique. Ces tendances auraient été amplifiées ces dernières années par la concentration croissante des médias et l'affaiblissement de la télévision publique dans plusieurs pays, dont le Canada.

Les solutions proposées dans cette étude reposent sur un diagnostic ni tout rose, ni tout noir de la situation. Trois voies sont proposées. Nous croyons d'abord que les journalistes doivent permettre un meilleur contact entre les élus et les électeurs. Ils

doivent à cette fin rester vigilants, mais apprendre à devenir moins omniprésents. Ils doivent aussi renouer avec la tradition du journalisme d'enquête et cesser de se cantonner dans une interprétation unique de la politique fondée sur le conflit partisan. Nous pensons également que la concentration des médias au Canada rend de plus en plus difficile la diffusion de perspectives riches et variées, et nous recommandons la tenue d'un vaste débat sur cette question. Nous déplorons finalement l'affaiblissement de la tradition de service public en information au Canada. Nous pensons qu'un financement plus adéquat, stable et sans ingérence politique de ce service public constituerait un investissement civique à haut rendement. Nous concluons donc qu'un retour appuyé à la tradition publique en information servirait bien les exigences de la démocratie au Canada.

Personnel de recherche de l'IRPP
Hugh Segal (président)
Geneviève Bouchard
Sarah Fortin
Daniel Schwanen
France St-Hilaire

Vice-présidente, opérations
Suzanne Ostiguy McIntyre

Production
Chantal Létourneau

Graphisme
Schumacher Design

IRPP
1470, rue Peel, bureau 200
Montréal, Québec H3A 1T1
Téléphone : 514-985-2461
Télécopieur : 514-985-2559
Courriel : irpp@irpp.org
Site Internet : www.irpp.org

Les médias et le malaise démocratique

Richard Nadeau et

Thierry Giasson

Il serait sans doute impossible aujourd'hui de tenir un discours sur la démocratie sans accorder une place centrale aux médias. Les médias ont profondément transformé les campagnes électorales¹ et modifié les conditions de la gouverne politique au point que des auteurs ont donné le titre provocateur de *Do the Media Govern?*² à l'un de leurs ouvrages et que Timothy Cook a pu écrire : « *American news media [...] are now part of the government*³ ». Il est aisé de comprendre, dans ce contexte, que la dynamique politique en démocratie soit de plus en plus explicitement conçue comme une triangulaire fondée sur l'interaction des élus, des électeurs et des médias⁴.

Ce rôle de plus en plus important attribué aux médias par les politologues coïncide avec l'apparition de deux tendances observables dans la plupart des démocraties. La première est le déclin de la confiance des citoyens dans les acteurs et les institutions politiques⁵; la seconde est le changement dans la façon dont les médias couvrent la politique — cette couverture serait de plus en plus négative et axée sur les conflits partisans entre les acteurs politiques⁶. L'existence d'un lien entre ces deux phénomènes semble indéniable, selon de nombreux spécialistes. « *Many scholars, écrit Sören Holmberg, point to the media as one of the culprits behind the declining levels of political trust. And it is difficult to disagree*⁷ ».

Les griefs exprimés à l'égard des médias sont donc graves. On leur reproche à la fois de miner la légitimité des élus et de peser trop lourdement dans leurs décisions. Pour Patterson, « *the press has gone way beyond the point of responsible criticism, and the effect is to rob political leaders of the public confidence that is required to govern*⁸ ». Timothy Cook conclut de son côté que l'influence indue des médias débouche sur un détournement de l'ordre du jour politique : « *... the greatest pitfall of governing with the news is that it provides an incentive for political actors to anticipate the needs of the news in deciding what to do, needs that often detract from extrinsic standards of governance*⁹ ».

L'acte d'accusation dressé contre les médias est chargé. Ces accusations, préoccupantes en soi, prennent un relief particulier compte tenu des attentes des citoyens et des spécialistes envers le rôle des médias en démocratie. Hackett et Zhao rappellent opportunément à cet égard que la Commission royale sur les quotidiens au Canada avait conclu au début des années 1980 que « la grande majorité des Canadiens croient que ceux-ci [les journaux], et les mass média en général, ont des devoirs différents des autres entreprises à l'égard du public¹⁰ », une constatation qui les amène à conclure ceci : « *Canadians widely believe that news media should seek more than their own profitability [...] as institutions central to public life, they are widely expected to function in the public interest*¹¹ ». La contribution attendue des médias à l'intérêt collectif est ainsi décrite succinctement par Entman : « *The press is supposed to enhance democracy both by stimulating the citizenry's political interest and by providing the specific information they need to hold government accountable*¹² ».

Nous allons, dans ce texte, instruire le procès des médias en nous penchant sur l'accusation la plus sérieuse portée à leur endroit, celle de saper la légitimité des institutions démocratiques et de provoquer le cynisme et la démobilisation des citoyens. Nous examinerons les éléments de preuve

apportés à l'appui de ces accusations, et nous constaterons la faiblesse de la preuve par rapport à la gravité des accusations. Nous enregistrerons également le constat, partagé par plusieurs, qu'il existe un écart grandissant entre un certain idéal de la couverture médiatique de la politique et les formes que prend celle-ci actuellement. Ce portrait, ni tout noir ni tout rose, inspirera les recommandations que nous présenterons en conclusion pour améliorer la contribution des médias à la qualité de la vie démocratique au Canada.

Qui est coupable ?

La meilleure façon d'amorcer le procès des médias est de se pencher sur l'identité de l'accusé. L'utilisation répandue, et ancienne, du terme « vidéo-malaise » (de l'anglais *video malaise*) montre que c'est la télévision qui a d'abord été pointée du doigt. Lang et Lang, dans un texte pionnier, mais surtout Robinson¹³, qui a créé l'expression, ont contribué à répandre l'idée voulant que le journalisme politique pratiqué à la télévision soit principalement responsable de la désaffection des citoyens envers les acteurs et les institutions politiques¹⁴.

La thèse du « vidéo-malaise » s'appuie sur trois arguments principaux. Le premier met l'accent sur la domination de la nouvelle télévisée comme source d'information politique¹⁵. Le deuxième porte sur la vulnérabilité du consommateur « accidentel » d'information. En parlant des gens qui absorbent de l'information par inadvertance parce que leur récepteur est allumé, Robinson avance : « *Those who fall into the news are particularly likely to suffer from video malaise because they do not have the background of a good newspaper and political discussion with friends to help them understand and interpret the news*¹⁶ ». Finalement, selon le troisième argument, les conditions dans lesquelles se pratique le journalisme télévisé

seraient à l'origine d'un traitement de la nouvelle politique — bref, superficiel, épisodique, instantané, axé sur les personnes et leurs motivations plutôt que sur les enjeux — particulièrement susceptible d'entamer la confiance des citoyens dans le processus politique¹⁷.

La thèse du « vidéo-malaise » fait de la télévision en tant que telle la source principale du problème qu'éprouvent les démocraties par rapport aux médias. Cette vue a été remise en cause dès le début des années 1990 par Christina Holtz-Bacha, qui a souligné que l'élément le plus important qu'il fallait retenir, du point de vue de l'impact des médias, n'était peut-être pas l'opposition entre la télévision et les autres médias, mais plutôt le contenu même de ce que les médias diffusent, quel que soit le véhicule¹⁸.

Cette distinction entre média et contenu est majeure. Elle a guidé la recherche sur le sujet qui nous intéresse depuis une décennie comme l'atteste la présence dans de nombreuses études récentes d'indicateurs qui permettent de préciser les changements dans la nature des contenus diffusés¹⁹. Prenant acte de cette évolution dans différents travaux, Kenneth Newton a alors proposé d'utiliser le terme « média-malaise » (*media malaise*) plutôt que « vidéo-malaise » :

Although most malaise theory concentrates on television (hence video-malaise), the problem does not lie only with television but with all forms of modern mass media, both print and electronic. Hence the term "media malaise" is preferred [...] The term is used broadly to cover those types of democratic pathology which are supposed to be caused, at least in part, by the modern mass media—political apathy, alienation, distrust, cynicism, confusion, disillusionment and even fear²⁰.

Les propos de Newton signalent un glissement notable du véhicule (la télévision) vers le contenu (le journalisme politique) comme source du malaise médiatique. C'est donc le traitement journalistique de la politique en général, tant dans la

presse écrite qu'électronique, qui est au banc des accusés. Il convient donc d'ouvrir le procès des médias en se penchant d'abord sur les critiques générales adressées à la profession journalistique, avant d'établir si ces accusations sont plus sérieuses ou mieux fondées dans le cas du journalisme télévisé en particulier.

À quand remontent les faits incriminants ?

Le jugement porté par plusieurs chercheurs sur les médias en général et le journalisme politique en particulier est sévère, et des journalistes eux-mêmes ont ajouté leurs voix à ce réquisitoire²¹. La part de responsabilité attribuée aux journalistes dans le déclin de la confiance dans les institutions gouvernementales est grande et, circonstance aggravante, les pratiques journalistiques à l'origine de ce phénomène se seraient accentuées au cours des dernières décennies²².

L'idée d'un changement dans les pratiques journalistiques depuis les années 1960 en particulier est importante parce qu'elle fournit des repères pour évaluer la situation actuelle. Un premier fait intéressant de ce point de vue vient du regard assez différent porté sur le passé par deux critiques de renom des pratiques journalistiques actuelles, Larry Sabato et Thomas Patterson. Patterson oppose le style actuel du journalisme politique, fondé sur l'interprétation, à celui qui l'a précédé, basé sur les faits, en adoptant un ton qui laisse clairement voir ses préférences :

...interpretative journalism has replaced or is supplanting an older descriptive style where the journalist's main job was the straightforward reporting of the "facts" [...]. Today, facts and interpretation are freely intermixed in news reporting. Interpretation provides the theme, and the facts illuminate it. The theme is primary; the facts are illustrative. As a

result, events are encompassed and joined together within a common theme. Reporters question politicians' motive and give them less of a chance to speak for themselves²³.

Larry Sabato pense aussi que le journalisme a changé depuis quelques décennies et que cette évolution n'est pas heureuse du point de vue de la qualité du débat démocratique. Ce qui l'oppose à Patterson, cependant, c'est son appréciation de ce qu'était le journalisme aux États-Unis avant qu'il ne revête sa forme actuelle. Ainsi, Sabato distingue-t-il trois périodes plutôt que deux. Durant la première période qu'il situe du début des années 1940 au milieu des années 1960 :

...journalists engaged in [...] lapdog journalism—reporting that served and reinforced the political establishment. Mainstream journalists rarely challenged prevailing orthodoxy, accepted at face value much of what those in power told them, and protected politicians by revealing little about their nonofficial lives, even when private vices affected public performance²⁴.

Cette forme de journalisme, dite de « complaisance », qu'on peut difficilement assimiler sous la plume de Sabato à un quelconque âge d'or du journalisme américain, aurait été suivie de la deuxième période, c'est-à-dire par la pratique du journalisme « de surveillance » ou « de vigilance » (*watchdog journalism*) pendant environ une décennie. Durant cette période, « *reporters scrutinized the behavior of political elites by undertaking independent investigations of their statements*²⁵ ». Cet intermède aurait ensuite débouché sur la période actuelle, la troisième, celle du journalisme « de confrontation » (*junkyard dog journalism*), un style que Sabato caractérise comme étant « *often hard, aggressive and intrusive* » et qui fait en sorte que « *the news media, both print and broadcast, have sometimes resembled piranhas or sharks in feeding frenzy*²⁶ ».

Ce contraste entre les appréciations de Patterson et de Sabato sur ce qu'a été le journalisme

avant qu'il n'adopte son style actuel est intéressant à plus d'un titre. Il montre d'abord que la définition de la forme idéale du journalisme politique en démocratie ne fait pas l'unanimité. Il ressort en particulier des propos de Sabato qu'un journalisme qui présenterait sous un jour essentiellement favorable les acteurs et les institutions politiques n'est guère plus souhaitable que le journalisme de confrontation qui sévit aujourd'hui. Au-delà de leurs désaccords, cependant, Patterson et Sabato se rejoignent, et en cela (dans leur condamnation des formes actuelles du journalisme politique) ils font partie d'un groupe important.

Le Canada n'est pas en reste puisque, depuis plus d'une décennie, politologues et analystes de la communication constatent que la pratique du journalisme politique se radicalise au nord du 49^e parallèle. La proximité géographique des États-Unis a permis une forte présence des émissions d'information américaines sur les ondes canadiennes. Cette situation aurait provoqué une américanisation des pratiques journalistiques et des contenus des reportages canadiens traitant de l'activité politique²⁷. Le ton négatif, l'accent placé sur les scandales et les conflits, la visibilité accrue que s'accordent les journalistes et leur tendance montante au commentaire représentent autant de symptômes du changement important d'orientation que connaît depuis plus de 20 ans la couverture que font les médias canadiens de l'actualité politique²⁸. C'est un changement de cap que semblent observer un nombre croissant de critiques, comme nous le verrons maintenant.

Quels sont les chefs d'accusation ?

La liste des griefs est longue. Nous la passerons donc en revue avant d'examiner les éléments de preuve apportés à l'appui de l'accusation la plus grave portée con-

tre les médias : engendrer le cynisme des citoyens et la démobilisation des électeurs.

« Les oiseaux de malheur²⁹ »

Le premier grief, et peut-être le plus important, porte sur le biais négatif de la couverture médiatique de l'actualité politique. Patterson soutient à cet égard que le journalisme actuel a poussé dans ses conséquences extrêmes la maxime selon laquelle « *bad news makes for good news* ». Traitant du cas américain, il avance que « *since the 60s, bad news has increased by a factor of three and is now the dominant factor of news coverage of national politics*³⁰ ».

L'étendue et la variété des formes du journalisme négatif ressortent d'ailleurs comme des éléments essentiels dans les recherches sur ce thème. L'importance croissante accordée aux scandales politiques³¹, l'acharnement contre les personnalités politiques³², l'accent excessif accordé aux mauvaises nouvelles économiques par rapport aux bonnes³³ constitueraient autant de manifestations d'un phénomène qui serait généralisé, comme le suggèrent les travaux de Westerstahl et Johansson sur la Suède, ceux de Hibbing et Theiss-Morse sur la Chambre des représentants aux États-Unis³⁴ ainsi que les nombreuses études qui montrent un glissement progressif de la couverture des campagnes électorales au Canada, plutôt neutre ou positive durant les années 1960 et de plus en plus négative par la suite³⁵.

Selon Pratte, cette tendance au « scepticisme obligé » du quatrième pouvoir est salutaire, mais elle produit des effets néfastes lorsqu'elle verse dans le « cynisme obligatoire », la critique exacerbée :

Nous [les journalistes] sommes les chiens de garde de la démocratie. Il est de l'essence de cette fonction que nous soyons critiques [...] Les médias ont toujours mis l'accent sur les mauvaises nouvelles, sur les drames, les scandales, les échecs. C'est non seulement inévitable, mais aussi nécessaire. D'autres personnes — les publicitaires, les relationnistes — sont payés pour diffuser les bonnes

nouvelles. Tout de même, il y a lieu de s'interroger sur l'effet amplificateur du matraquage médiatique d'aujourd'hui³⁶.

Ce commentaire d'André Pratte fait écho à l'analyse de Robert M. Entman publiée dans l'ouvrage *Democracy without Citizens*, en 1989. Dans ce livre, Entman décrit le recul du journalisme d'enquête au profit du journalisme de confrontation en évoquant l'apparition d'une dynamique dite d'« *aggressivity without accountability* ». Cette dynamique, qui relève, selon cet auteur, de la confusion chez les journalistes entre la vigilance (coûteuse en temps et en effort) et l'agressivité (qui serait une forme amoindrie du journalisme d'enquête), aurait pour effet d'accroître le cynisme des électeurs sans rendre les gouvernements plus imputables pour autant. Cette dérive du journalisme d'enquête signalerait, selon Entman, « *the faltering of accountability journalism, the seeming inability [of the media] to provide news that holds government to timely and consistent account, despite the trend toward increasingly skeptical if not cynical reporting*³⁷ ».

Le vedettariat

Le deuxième reproche adressé aux journalistes politiques est de faire écran entre les élus et les électeurs en s'appropriant une place indue dans les nouvelles et les reportages. Le discours des acteurs politiques, maintenant réduit à de courts extraits, aurait cédé le pas à celui des journalistes. Les travaux sur la diminution du temps de présence des politiciens au profit des journalistes, en particulier dans les reportages³⁸, servent d'appui à cette critique du style journalistique, critique qui s'apparente par le ton à une accusation de détournement du mandat des journalistes en démocratie. La critique de Sabato est la plus cinglante à cet égard : « *Especialy in the post-Watergate era, the press is perceived as being far more interested in finding sleaze and achieving fame and fortune than as serving as an honest broker of*

*information between citizens and government*³⁹ ». Taras fait écho à ce propos en lançant un rappel à l'ordre contre la tendance au vedettariat des journalistes canadiens :

Journalists must step out of the stories they are covering. They should not be the stars of the show — the central focus of the events that they are reporting on. Political and community leaders who are being covered in TV news stories should be given enough “clip” time to express full sentences and communicate ideas. The reporter's voice should not be the only one heard in news stories⁴⁰.

Cette situation est également relevée par Denis Monière dans son étude comparative de la production de l'information télévisée par les chaînes publiques de langue française en France, en Belgique, en Suisse et au Canada. Monière constate que les journalistes canadiens, à l'instar de leurs collègues américains, accordent moins de temps de parole aux acteurs politiques que les reporters européens. Selon Monière, ce constat serait indicatif d'une relation plus conflictuelle qu'entre-tiendraient les praticiens canadiens de l'information avec le monde politique⁴¹. Les modalités de présentation des propos des acteurs politiques dans les reportages diffusés sur les quatre chaînes publiques étudiées par Monière viennent confirmer ce fait. En Europe, les personnalités politiques s'expriment plus souvent dans les téléjournaux par le biais d'entrevues en tête-à-tête. Selon Monière, ce mode de présentation « renforce le caractère sérieux et officiel de la communication » et donne l'impression que les journalistes font preuve de « déférence envers la classe politique ». Au Canada, les propos des acteurs politiques présentés dans les reportages proviennent plutôt d'extraits de conférences de presse ou de points de presse improvisés (*scrums*). Selon Monière, cela « confirme encore une fois que les journalistes canadiens favorisent une relation de confrontation avec les politiciens⁴² ».

Le détournement de l'ordre du jour

Un troisième grief à l'encontre des journalistes découle naturellement du deuxième : le détournement de leur mandat entraînerait un détournement de l'ordre du jour politique. L'argument prend deux formes. La première, qui est la plus répandue, consiste à soutenir que les médias attirent l'attention des électeurs sur des questions superficielles et secondaires⁴³. L'importance accordée aux gaffes des candidats, aux sondages et aux stratégies des partis durant les campagnes électorales⁴⁴ et les intrusions de plus en plus fréquentes dans la vie privée des politiciens⁴⁵ constitueraient des manifestations de ce phénomène⁴⁶. La seconde forme de l'argument a surtout été développée par Cook⁴⁷ et met l'accent sur les effets de l'interaction entre les élus et les médias. Selon cette optique, les priorités gouvernementales seraient trop dictées par la réaction que les politiciens anticipent de la part des médias et pas assez par les besoins et les préoccupations des électeurs.

Des carences pédagogiques

Une accusation non moins sérieuse porte sur les carences pédagogiques des médias, c'est-à-dire sur leur incapacité à transmettre aux électeurs une information complète, objective et pertinente sur la plupart des enjeux politiques. Cet argument a été présenté sous un grand nombre de formes qui mettent l'accent sur les diverses sources de biais possible dans la diffusion d'informations factuelles. Rothman et Lichter affirment par exemple que les préférences idéologiques des journalistes ont grandement influencé leur couverture du dossier de l'énergie nucléaire et qu'en conséquence « *media coverage of the issue is largely responsible for public misperceptions of the views of scientists*⁴⁸ ». Patterson soutient de son côté que « *negative news misleads the people about social trends* », ce qui a pu par exemple expliquer que, à un certain moment, « *by two-to-one margins, Americans wrongly believed that crime, inflation, unemployment, and the federal debt each increased*⁴⁹ ».

Des explications de nature structurelle sont généralement fournies pour expliquer ces déficiences pédagogiques des médias qui paraissent d'autant plus surprenantes qu'elles continuent de se manifester au moment où les sources d'information se multiplient, un paradoxe (« *abundance without growth* ») qui, selon Entman⁵⁰, décrit le contraste entre l'augmentation des véhicules d'information au cours des dernières décennies et la stagnation des connaissances factuelles des citoyens à propos de la politique⁵¹.

La première de ces explications met l'accent sur les objectifs fondamentaux poursuivis par les médias et les journalistes, la rentabilité dans le premier cas et la visibilité dans le second. Selon cet argument, ni les médias comme entreprises ni les journalistes comme professionnels n'auraient, d'un strict point de vue rationnel, intérêt à proposer de manière systématique à leur public respectif un contenu qui privilégie l'information au profit du divertissement ou qui offre l'arrière-plan nécessaire à la compréhension de l'information présentée⁵².

La seconde explication insiste sur l'impact des routines professionnelles et organisationnelles dans la sélection et le traitement de l'information. L'attrait du changement constituerait l'un des réflexes les plus ancrés selon Stimson : « *Journalists pursue "news" as a criterion of relevance. Change is news. Stability isn't*⁵³ ». Dans un portrait de la communication politique française, Maarek offre un autre aspect de ce type de distorsion :

Très souvent, les journalistes n'évoquent les hommes politiques que de façon marginale, si ce n'est même antinomique, par rapport à la direction que ces derniers souhaitent donner à leur communication. De même, les journalistes ont tendance à consacrer une couverture importante aux hommes politiques lorsqu'ils « changent » de point de vue, alors justement que ces changements nuisent en général à la pénétration positive de la communication politique, en donnant une impression d'instabilité assez nuisible⁵⁴.

Cette insistance sur le changement ne serait pas sans conséquence sur la qualité de l'information fournie aux citoyens. C'est ce que constatent Nadeau et ses collaborateurs, qui ont examiné les déterminants de la couverture médiatique de l'actualité économique : « *Not only do media reports emphasize change, they also stress the importance and significance of observed change. Rather than reporting change as a temporary deviation from the norm, changes are reported as an indication of the development or the aggravation of a trend*⁵⁵ ».

La concurrence entre les médias et la rapidité avec laquelle l'information est diffusée amèneraient par ailleurs les médias à privilégier des informations facilement accessibles et susceptibles d'être confirmées rapidement par leurs sources⁵⁶. Cette méthode de sélection de la nouvelle et un style de reportage porté sur le sensationnalisme contribueraient à créer un fossé entre l'information diffusée et la réalité politique. Ansolabehere, Behr et Iyengar font ressortir ce contraste en notant ceci : « *Simplicity, clarity, color, and clear story lines are the hallmarks of news reports. These same qualities, of course, are generally absent from the fuzzy and ambiguous world of politics and public affairs*⁵⁷ ».

Une dernière explication, celle de Gunther et Mughan, lie les carences pédagogiques des médias à la faiblesse de la tradition du journalisme en tant que service public dans certains pays (notamment les États-Unis) et à son affaiblissement dans d'autres (en Grande-Bretagne et au Canada, par exemple). Les conséquences de cette évolution se manifesteraient par l'apparition, dans le traitement médiatique de l'activité politique, de « pathologies » néfastes à la qualité du débat démocratique. Gunther et Mughan en arrivent ainsi à conclure que la baisse de la qualité de la vie démocratique dans les pays qu'ils ont examinés « *derived from a reduced volume of policy-relevant information flowing to voters; from a shift from substantive issues to a focus on personalities and foibles of politicians, to the "game" of politics and the*

*excitement of the electoral "horse race" and, more generally, the ephemera of politics; and from gratuitous editorializing by reporters*⁵⁸ ».

La tentation de l'éditorial

Un reproche fondamental adressé à la forme contemporaine du journalisme politique, reproche qui d'une certaine façon recoupe la plupart des autres, est celui de s'appuyer sur un cadre d'interprétation limitatif de la dynamique politique en démocratie. Ce cadrage (ou *framing*) aurait pour effet, selon Cappella et Jamieson, de réduire le processus (ou, pour employer l'expression de Page, la « délibération⁵⁹ ») menant à l'adoption des politiques publiques « *... to the sum of the leaders' self-interests and a chronicle of who won and who lost*⁶⁰ ».

La grille d'interprétation privilégiée par le journalisme politique contemporain, axée sur l'interprétation stratégique et le conflit plutôt que sur le consensus et l'information factuelle, a reçu diverses appellations — « *strategy-driven* », « *conflict-based* », « *strategic framing* » — qui toutes visent à souligner l'image déformée et diminuée du politique et des politiciens qu'elle propose aux électeurs. Ce style journalistique grippe la délibération à propos des politiques publiques selon les uns⁶¹, met trop d'accent sur la lutte pour le pouvoir plutôt que sur les conditions de son exercice pour les autres⁶², et peut même discréditer le processus électoral lui-même en ramenant à de simples considérations partisans les arguments entourant les grands débats de société, ainsi que le montrent par exemple les travaux particulièrement convaincants de Mendelsohn sur la couverture médiatique de la campagne fédérale de 1988, dont le principal enjeu était la question du libre-échange⁶³.

Le journalisme « moutonnier »

Une circonstance aggravante, dans ce qu'on reproche au journalisme politique, viendrait de l'homogénéité de celui-ci. Les inconvénients du « *pack journalism* », ou journalisme moutonnier,

seraient nombreux. La conformité, l'aversion pour le risque, l'esprit de meute qui caractériseraient les pratiques journalistiques déboucheraient sur une grande uniformité dans le choix, le traitement et l'interprétation des nouvelles politiques⁶⁴. Cette uniformité, qui frustrerait les citoyens de la diversité des perspectives qu'engendrent normalement la compétition et l'émulation⁶⁵, aurait pour effet de renforcer l'impact des tendances négatives du journalisme politique contemporain (tonalité négative, accent sur les motivations des acteurs, etc.) en plaçant les citoyens de manière répétitive et univoque face à la même conception dévalorisée du politique⁶⁶.

Un réquisitoire virulent

Ce qui précède montre que la liste des griefs à l'endroit de la couverture médiatique de la politique est longue et étoffée. On reproche aux journalistes politiques contemporains de noircir exagérément les faits, d'usurper le rôle des élus en se donnant une visibilité induue, de détourner l'attention des électeurs vers des questions secondaires, de faillir à leur rôle de pédagogues en transmettant une information tronquée et recomposée sur les enjeux, de s'autoriser à spéculer sur les motivations des acteurs et à cette fin de proposer un cadre d'interprétation offrant une image diminuée de la politique et des politiciens, et de se complaire dans un suivisme qui aggrave en les renforçant les limites de leurs pratiques.

Au-delà des griefs particuliers, les deux accusations les plus graves à l'endroit des médias sont d'exercer une influence induue dans la détermination de l'ordre du jour politique et de saper la confiance des citoyens dans les acteurs et les institutions politiques. Cette deuxième accusation est formulée en termes explicites par plusieurs auteurs. Patterson affirme par exemple : « *The media's bad news tendency has heightened Americans' disillusionment with the political leaders and institutions*⁶⁷ ». Sabato, pour sa part, écrit : « *The*

*electorate media-assisted cynicism has been confirmed in a host of studies and surveys*⁶⁸ ». Cappella et Jamieson pensent aussi que l'interprétation du politique privilégiée par les médias est à l'origine d'une spirale de cynisme qui touche tant les acteurs politiques que les médias eux-mêmes, alors que Rothman, spéculant sur les conséquences à long terme du journalisme politique contemporain, conclut ceci : « *Public cynicism [is] growing in the United States and, in so far as journalists played a role in this growth they [...] contribute to the erosion of the very cultural elements which created a free society*⁶⁹ ».

L'acte d'accusation ayant été dressé avec soin, il reste maintenant à analyser les éléments de justification à l'appui de la preuve la plus grave, celle d'engendrer et d'entretenir un niveau de cynisme envers les acteurs, les institutions et les processus politiques néfaste pour la qualité et le fonctionnement de la vie démocratique⁷⁰. Avant d'aborder la preuve proprement dite, il convient d'examiner les conditions de pratique du journalisme afin de déterminer si celles-ci peuvent être invoquées à titre de circonstances atténuantes eu égard aux griefs exprimés à l'endroit du journalisme politique.

Les circonstances atténuantes : les conditions de pratique du journalisme politique

Nous montrerons ici que de nombreuses contraintes rendent difficile l'atteinte d'un certain idéal-type du journalisme politique en démocratie. La marge de manœuvre des journalistes qui couvrent l'activité politique se trouve en effet limitée par des contraintes plus ou moins formelles tenant au genre télévisuel, aux routines professionnelles et aux objectifs commerciaux

des entreprises médiatiques. C'est ce qu'avance clairement Pratte dans son essai *Le syndrome de Pinocchio* : « Les journalistes n'ont ni le temps, ni les moyens, ni la volonté de vérifier⁷¹ ».

Ce propos suggère que les limites du journalisme politique tiennent, en partie du moins, aux conditions d'exercice de ce métier. Quatre contraintes contribueraient selon divers auteurs à restreindre la capacité des journalistes de produire une information aussi riche et diversifiée que le souhaiteraient leurs détracteurs. Pris entre l'arbre et l'écorce, les journalistes offrent un produit qui résulte d'un compromis, inévitable pour les uns et inacceptable pour les autres, entre de multiples exigences.

Les contraintes du genre

Une première contrainte avec laquelle les journalistes doivent composer est celle des exigences de l'écriture journalistique, un genre littéraire qui présente ses propres canons auxquels les journalistes sont tenus de se conformer. Ce commentaire de Reuben Frank, producteur de l'émission *CBC Evening News*, décrit bien ces attentes :

Chaque nouvelle devrait, sans rien sacrifier à l'honnêteté ou à la responsabilité, revêtir les apparences de la fiction, du théâtre. La nouvelle devrait présenter une structure, un conflit, un problème et son dénouement, une montée et une chute, un début, un milieu et une fin⁷².

Les contraintes techniques

Selon plusieurs, les contraintes liées à la production de l'information télévisée restreignent encore davantage la marge de manœuvre des journalistes dans le traitement de la nouvelle⁷³. Aux contraintes de l'écriture journalistique en général s'ajouteraient donc les impératifs de la production télévisuelle en particulier. Ces contraintes orienteraient les journalistes vers la production rapide de nouvelles brèves, plutôt superficielles et souvent axées sur un processus narratif

mettant en valeur les histoires vécues, l'image et les émotions.

L'analyse d'Agnieszka Dobrzynska⁷⁴, qui a examiné les pratiques journalistiques de reporters canadiens ayant couvert pour la télévision la campagne électorale fédérale de 1997, confirme l'existence de ces contraintes d'exercice au Canada. Le temps limité disponible dans les bulletins de nouvelles pour l'information politique ou électorale est présenté par les journalistes eux-mêmes comme un déterminant important du contenu et de la forme de leurs reportages. Le contenu politique et électoral doit faire la lutte aux autres catégories d'information (sports, culture, science), qui doivent également être présentées au cours de la vingtaine de minutes d'antenne d'un bulletin télévisé de nouvelles.

Les contraintes organisationnelles

Les contraintes propres au genre dominant de l'information politique, la nouvelle télévisée, limitent considérablement l'autonomie des journalistes dans la pratique de leur profession. À ces contraintes, déjà lourdes, s'ajoutent les pressions organisationnelles auxquelles les journalistes doivent faire face. Bennett⁷⁵, dans un article concis mais éclairant, a bien fait ressortir le poids des routines organisationnelles que constituent l'assignation sectorielle (ou *beats*), l'exigence du feuilleton (ou *indexing*) et la tyrannie des sources sur les pratiques journalistiques.

En vertu de ces routines, un journaliste est typiquement assigné à un secteur ou à des dossiers, dont il doit assurer le suivi épisodique à partir d'une information recueillie auprès de sources dont le nombre est limité et la composition presque invariable. Selon ce mode de fonctionnement, les journalistes sont donc pris comme dans un étau entre les sources dont ils dépendent et l'organisation à laquelle ils sont redevables.

Un thème récurrent de la sociologie du journalisme est précisément celui de la vulnérabilité

des journalistes envers leurs sources⁷⁶. Cette vulnérabilité sera particulièrement grande dans les organisations où les ressources consacrées à la cueillette de l'information sont limitées et la politique d'information imprécise. Blais et Crête⁷⁷ ont montré que les journalistes régionaux n'étaient souvent que les courroies de transmission de leurs sources (élus, services municipaux). Cormier⁷⁸ a constaté lors de l'élection fédérale de 1984 une convergence entre la couverture médiatique et les messages des partis (du Parti conservateur en particulier) plus étroite au réseau TVA qu'à la SRC et à CBC, et a tiré de cette constatation l'hypothèse générale selon laquelle « plus la politique d'information est structurée, moins le traitement journalistique sera conforme aux objectifs de communication des sources ».

Ces résultats font écho aux travaux classiques de Sigal et de Gans⁷⁹. Sigal a montré que l'essentiel des sources des journalistes américains ne déborde guère du triangle formé de la Maison-Blanche, du Pentagone et du Congrès. Gans a utilisé l'image d'une danse entre deux partenaires pour illustrer la relation entre les journalistes et leurs sources, une danse largement, sinon essentiellement, menée par des sources plus actives, plus dynamiques, mieux dotées en ressources et davantage motivées par leur quête de publicité que ne le seraient les journalistes par celle de l'information. Gandy a utilisé l'expression « subsides à l'information » pour décrire ce système par lequel les journalistes qui disposent de ressources très limitées profitent de l'information fournie gratuitement par leurs sources⁸⁰. Zaller a avancé de son côté que le manque d'expertise et de ressources des journalistes expliquait « *the well-established reliance of reporters on their sources*⁸¹ ».

La contrainte de la rentabilité

Les moyens limités alloués par les médias au traitement de l'information seraient à l'origine de l'inégalité dans le rapport de force entre les jour-

nalistes et leurs sources. La poursuite de la rentabilité expliquerait la volonté des médias de produire l'information au coût le plus bas possible. Cette situation aurait un effet sur la qualité de l'information. Carper affirme de manière générale que « *the goals of marketing are in conflict with the role that the press should play in a democracy*⁸² ». Reeves conclut que le déséquilibre entre les ressources consenties aux journalistes pour faire leur travail et les moyens à la disposition des sources (partis politiques, groupes de pression, etc.) pour peser sur le contenu des nouvelles expliquent pourquoi « *major news organizations routinely accepts the assumptions and assertions of policy makers*⁸³ ».

Les journalistes qui couvrent l'actualité politique doivent donc exercer leur métier dans un contexte où la rareté des ressources les empêche de pousser plus à fond leurs efforts d'analyse ou de recherche, à moins de se voir confier un dossier précis. Tout doit se faire rapidement et au coût le plus bas possible pour l'entreprise. Avec de nombreux échéanciers de production dans une même journée à la suite de l'arrivée des réseaux d'information continue, les journalistes n'ont plus le temps d'effectuer la recherche ou de dénicher les sources de remplacement qui pourraient mettre en perspective ou remettre en question le discours officiel qu'ils ont à rapporter⁸⁴. Selon Pratte, qui cite les propos du journaliste d'enquête québécois André Noël, les médias ont les moyens d'allouer plus de ressources à la recherche et aux enquêtes approfondies, mais préfèrent les investir dans la production de « nouvelles du jour », d'une « information de plus en plus instantanée, de plus en plus superficielle, de plus en plus parcellaire⁸⁵ ». Une information que les entreprises médiatiques considéreront plus rentable puisqu'elle est produite et mise en ondes plus rapidement.

Toujours au chapitre des contraintes de rentabilité imposées aux journalistes, Taras relève, dans son analyse de l'évolution du paysage médiatique canadien, un élément particulièrement

important : la tendance américaine à faire de l'information-divertissement serait bien implantée au Canada. Les citoyens, dont le niveau de connaissance de la politique serait très bas, préféreraient être divertis plutôt qu'informés. Les entreprises médiatiques, toujours à l'affût des demandes et des goûts, mais non des besoins, de leurs consommateurs, auraient réagi en proposant des contenus plus divertissants, mais moins pédagogiques. Taras avance ceci :

Moreover, politics no longer sells. Politics has taken a back seat to celebrity news, entertainment news, business news, sports news, and lifestyle news. The large conglomerates that own the TV networks but also major chunks of the world entertainment industry have a stake in promoting their own products — movies, books, celebrities, sports team, etc. — as news stories, and in appealing to audiences with news stories that are “lite and less filling” in order to boost ratings⁸⁶.

Les priorités en information sont dictées par les intérêts commerciaux des entreprises médiatiques. Au nom de la synergie et de la rentabilité, les contenus des reportages doivent donc à la fois participer à l'effort de marketing des « produits » offerts par les diverses composantes des grands groupes de presse et être construits pour maintenir l'attention d'un public de téléspectateurs apathiques qui tient par-dessus tout à être diverti.

Entre l'arbre et l'écorce

Les conclusions que nous venons de présenter semblent déboucher sur un certain paradoxe. Comment réconcilier l'image des journalistes à la merci de leurs sources et le traitement de plus en plus négatif de la politique dans les médias ? John Zaller, dans un ouvrage important, a brillamment résolu cet apparent paradoxe⁸⁷.

La thèse de Zaller repose sur la rationalité des acteurs. Les médias cherchent à maximiser leur rentabilité, les politiciens leur visibilité, et les journalistes leur valeur ajoutée, c'est-à-dire leur

contribution à titre de professionnels à la profondeur et à la qualité de l'information diffusée. Ces objectifs sont contradictoires. Les médias, selon Zaller⁸⁸, seront peu intéressés à offrir une information de qualité qui ne répond pas aux goûts d'un public qui, succombant à la loi du moindre effort, se contentera d'une diète légère d'information dite de divertissement. Les partis politiques, de leur côté, cherchent non pas à informer les électeurs mais plutôt à les influencer et ils emploient à cette fin une panoplie de moyens de plus en plus sophistiqués⁸⁹ afin d'arriver à diffuser leurs messages par le biais des médias d'information.

Les journalistes, selon Zaller, sont manifestement pris entre deux feux : « *Journalists are thus fighting a two-front war to control their professional turf. On one side, they must fend off market competition that forces them to dilute the news values that are their professional bread and butter. And on the other side, they must struggle with politicians to maintain control of their work market*⁹⁰ ». La réaction des journalistes à cette double pression expliquerait, selon Zaller, le caractère superficiel et la tonalité négative de l'information politique. Dotés de peu de ressources et pressés par des contraintes organisationnelles sévères, les journalistes réagiraient en produisant une information plutôt superficielle, homogène, prévisible, axée sur le jeu politique et conforme pour l'essentiel au discours dominant des élites politiques. Soumis en même temps au barrage de plus en plus soutenu des partis politiques qui tentent de contrôler l'ordre du jour politique, ces mêmes journalistes, poussés par la volonté de ne pas être manipulés, adopteraient un style de plus en plus marqué par la confrontation⁹¹. Cette situation a amené Bennett à avancer que les journalistes cherchaient à se libérer des contraintes plutôt insoutenables auxquelles ils sont soumis en pratiquant à la fois le *pack-journalism* et l'*attack-journalism*⁹².

Des journalistes insatisfaits

Deux conclusions se dégagent de ce rapide tour d'horizon des conditions de pratique du journalisme politique. La première est que les journalistes ressentent une insatisfaction croissante devant leur difficulté à concilier d'une part leur ambition professionnelle de produire une information de bonne qualité et d'autre part les contraintes auxquelles ils sont soumis⁹³. Cette constatation confirme les données d'une vaste enquête de Weaver et Wilhoit auprès de 1400 journalistes au terme de laquelle ces auteurs concluaient ceci : « *One of the most significant predictors of job satisfaction is the extent to which journalists see the organization as informing the audience*⁹⁴ ».

La deuxième constatation qui se dégage indique que les pressions de l'organisation des médias sur les journalistes exercent plus d'influence sur la qualité du produit journalistique que les pressions exercées par les sources sur ces mêmes journalistes. Ce qu'écrit Zaller à ce sujet l'atteste éloquentement :

A central tension of media politics is between journalists, who wish to produce a sophisticated news product, and ordinary citizens, who want something less sophisticated. The best evidence of the kind of product journalists would like to produce comes from markets in which they face relatively less competitive pressure to cater the mass tastes. In these markets—modern American newspapers, TV network news in the 1960s, and British television—we find a relatively high-quality news product and a determination to keep it so. But from markets in which competition is greater, especially TV news, we find a lower quality news product that is, one must assume, closer to what mass tastes in news actually are⁹⁵.

L'équilibre est-il rompu ?

L'amplification du phénomène de la concentration de la presse a avivé ces dernières années le débat sur l'objectivité et la variété de la couverture médiatique de la politique⁹⁶. Le Canada n'a pas échappé à ce phénomène, ainsi qu'en témoignent

les préoccupations exprimées récemment au sujet de la politique d'éditoriaux uniques imposée à tous ses journaux par CanWest Global ou à propos de l'intégration des contenus des divers médias rassemblés au sein des entreprises québécoises Gesca et Quebecor Média. Le débat sur la diversité de la couverture journalistique de la politique est évidemment très ancien. Il a été animé au Canada comme ailleurs par deux grands courants, l'un d'orientation plus conservatrice reprochant aux médias d'afficher un biais favorable aux idées et aux partis politiques plus marqués à gauche de l'échiquier politique⁹⁷ et l'autre de tendance opposée reprochant aux médias d'être un rouage du système établi⁹⁸.

L'orientation plus nouvelle du débat sur l'objectivité médiatique met l'accent sur la notion d'équilibre. Cet équilibre entre l'orientation plus libérale des journalistes⁹⁹ et plus conservatrice des propriétaires des médias¹⁰⁰ aurait contribué à maintenir dans le passé une certaine variété sur le marché aux idées qui alimente le débat politique. L'affaiblissement de la tradition de service public dans les médias, allié à la déréglementation des marchés et à la concentration des moyens d'information qui en aurait résulté, aurait cependant rompu cet équilibre et entraîné une dégradation de la qualité et de la diversité du traitement journalistique de la politique¹⁰¹. L'acuité récente de ce débat reflète des préoccupations sur la contribution des médias à la qualité de la vie démocratique sur lesquelles nous reviendrons en conclusion.

Les médias sont-ils coupables ?

Après l'exposé de l'acte d'accusation et des circonstances atténuantes, il convient maintenant d'examiner la preuve avancée par les détracteurs du journalisme

politique contemporain afin de voir si celle-ci semble véritablement sérieuse. Trois observations s'imposent avant de répondre directement à cette question. La première est que les médias en général, et le journalisme politique en particulier, seront réputés innocents tant que leur culpabilité n'aura pas été prouvée hors de tout doute raisonnable. Le fardeau de la preuve est donc du côté des détracteurs (ou des accusateurs) des médias. Cette idée a été clairement énoncée par Pippa Norris : « *It is incumbent on proponents of the media malaise thesis to demonstrate media influence at the societal level, if they can*¹⁰² ».

Une deuxième observation porte sur l'identité du ou des prévenus. Qui est responsable de la montée du cynisme ? La télévision seulement ou tous les médias ? La responsabilité incombe-t-elle en particulier à un type de programmation ? En d'autres mots, est-ce l'exposition au reportage politique en général, aux nouvelles politiques télévisées en particulier ou encore aux émissions de divertissement qui engendrerait ce cynisme ? Ou encore, est-ce la combinaison d'un média et d'un genre (les nouvelles télévisées) qui produirait le désenchantement des électeurs ?

La troisième observation porte sur la logique de la preuve. L'œuvre pionnière à l'origine de la thèse du « média-malaise », celle de Robinson¹⁰³, et les travaux de ses continuateurs¹⁰⁴ reposent sur un type de démonstration que Patterson résume ainsi : « *Unlike the situation of the 60s, increased news exposure is now positively correlated with a heightened mistrust of government*¹⁰⁵ ». Le raisonnement sur lequel repose cette preuve est clair. Puisque le journalisme politique contemporain a acquis le caractère qui lui est reproché à compter de la fin des années 1960 et du début des années 1970, c'est donc à partir de ce moment-là qu'on devrait observer un lien positif entre l'exposition à la couverture médiatique de la politique et la montée du cynisme dans les démocraties établies. Qu'en est-il en fait ?

La preuve est-elle convaincante ?

La preuve à l'appui de l'accusation contre les médias présente deux caractéristiques qui en réduisent la portée. La première est qu'il s'agit surtout d'une preuve circonstancielle se fondant davantage sur la coïncidence entre la baisse de la confiance dans les institutions politiques et l'évolution des pratiques journalistiques que sur la démonstration d'un lien direct entre l'exposition aux médias et l'expression d'un niveau élevé de cynisme¹⁰⁶. La seconde est qu'il s'agit d'une preuve plutôt ancienne, durement ébranlée depuis une décennie par un fort courant révisionniste qu'anime principalement Pippa Norris¹⁰⁷.

Les détracteurs des médias ont pointé du doigt un véhicule, la télévision, et un genre, le journalisme politique. Or, dès le début des années 1990, Christina Holtz-Bacha avait montré que la lecture des journaux et l'exposition aux nouvelles télévisées n'étaient non pas liées positivement mais bien négativement à un indicateur composite d'aliénation politique. Constatant l'inverse pour les médias de divertissement, elle concluait alors ceci : « *No connection was found between political malaise and the contents of political programming, which leads to the conclusion that the videomalaise thesis is unwarranted. Instead, political alienation and low participation are related to the use made of entertainment content in both television and press*¹⁰⁸ ».

Les études publiées durant la décennie qui a suivi ont, dans l'ensemble, confirmé les conclusions de Holtz-Bacha. Bowen, Stamm et Clark concluaient de leur étude, fondée sur un échantillon d'électeurs de la ville de Seattle, que « *Robinson's videomalaise theory is subject to a number of contingencies that limit its generality, including the probability that newspaper reliance may actually contribute to reduce*

*political malaise*¹⁰⁹ », alors que Holmberg concluait de sa lecture des travaux sur le cas suédois que « *commercialized media is to blame*¹¹⁰ ».

Des conclusions de cette nature rejoignent celles que Newton a tirées des données du British Social Attitudes Survey de 1996¹¹¹. Dans cette étude, Newton examine le lien entre différents types de contenus médiatiques et divers indicateurs mesurant le niveau d'information des électeurs, leur intérêt pour la politique, leur degré de cynisme, leur confiance dans les acteurs et les institutions, et leur satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie. Ses analyses montrent que la lecture des journaux (autres que les tabloïds) et l'écoute des nouvelles télévisées ont un effet positif sur la plupart de ces indicateurs, alors que l'exposition à des émissions télé et à des journaux plus axés sur le divertissement (télévision générale et tabloïds) contribue, quoique de façon beaucoup moins marquée, à leur baisse. Ces résultats amènent Newton à conclure que la thèse du média-malaise « *finds little to no support* » et que « *it seems to be the content of the media, rather than its form, which is important*¹¹² ».

D'autres études contribuent à disculper les médias. Au Canada, Nadeau, Blais, Gidengil et Nevitte¹¹³ montrent par exemple que la confiance dans diverses institutions politiques (gouvernements fédéral et provinciaux, tribunaux, police, armée, etc.) n'est pas liée de manière systématique aux six mesures différentes d'exposition aux médias qu'ils ont utilisées, une conclusion qui rejoint celle de Moy, Pfau et Kahlor¹¹⁴ qui, dans leur étude fondée sur les données du National Election Study américain de 1996, affirment que la confiance dans la Présidence, le Congrès, les tribunaux et la police n'est pas liée non plus à diverses mesures d'exposition aux médias (incluant les médias non traditionnels et les tribunes téléphoniques).

La rebuffade la plus documentée à la thèse du média-malaise est toutefois venue de Pippa Norris¹¹⁵, qui a montré, dans une série d'études fondées

sur des données américaines et européennes, que la lecture des journaux et l'écoute des nouvelles télévisées étaient positivement liées à une série d'indicateurs mesurant l'intérêt, l'information, l'engagement et la participation politiques. Qui plus est, Norris a également montré que ce lien positif entre l'exposition médiatique et le soutien politique aux acteurs et aux institutions politiques était demeuré, contrairement à ce que prétend Patterson, essentiellement le même depuis le début des années 1970. Ce fait tend, selon cette auteure, à démontrer que le journalisme politique ne s'est pas transformé autant qu'on le prétend puisque, aujourd'hui comme hier, l'exposition à la couverture médiatique de la politique aurait eu le même effet positif sur la confiance dans les acteurs et les institutions politiques.

Quel serait le verdict d'un jury chargé de condamner ou d'acquitter les médias, accusés d'avoir alimenté le cynisme dans la plupart des démocraties ? Le verdict ne fait guère de doute. Le jury, sur la base de la preuve produite et de sa logique intrinsèque, acquitterait les médias après avoir sans doute exprimé sa surprise devant la virulence des charges et la faiblesse des preuves, ainsi que son scepticisme devant la signification des résultats portant sur les médias de divertissement (pourquoi le cynisme politique serait-il associé à ces formes de couverture et non pas aux nouvelles télévisées qui devraient représenter la forme la plus achevée du journalisme politique contemporain ?).

Est-ce à dire que le dossier est clos ? Non, car plusieurs questions restent ouvertes. La première porte sur la preuve elle-même. Permet-elle vraiment de vider la question ? Si ce n'est pas le cas, quelle serait alors la preuve qui permettrait de trancher le débat de manière plus satisfaisante ? D'autre part, est-ce que ce type de preuve n'est pas trop limitatif ? Le fait qu'il n'existe pas d'association statistique entre l'exposition aux médias et le cynisme politique suffit-il à donner quitus au jour-

nalisme politique ? En d'autres termes, peut-on déduire de la démonstration statistique présentée par Pippa Norris que les citoyens en général sont satisfaits des médias et qu'ils jugent de façon positive la contribution de ceux-ci à la vie démocratique ? Rien n'est moins certain.

Et si le problème était ailleurs ?

Un premier élément à verser au dossier en vue d'une réouverture du procès vient de l'ambiguïté des résultats montrant un lien positif entre l'exposition aux médias et le soutien aux acteurs et aux institutions politiques. La prudence, même celle des plus sceptiques envers la thèse du « média-malaise », est à noter. Newton écrit par exemple en conclusion de son article : « *[W]e should be cautious about making cause and effect statements. This article has talked in terms of associations [...] because it is exceedingly difficult to untangle cause and effect relationships in mass media research*¹¹⁶ ». Même son de cloche chez Norris, qui conclut ses travaux en termes prudents. « *Why should we find a positive link between civic engagement and attention to the news media ?* » se demande-t-elle. « *There are [...] possible answers, which cannot be resolved here*¹¹⁷ ».

La difficulté principale dans l'interprétation du lien statistique entre l'exposition aux médias et l'engagement politique est le problème de la sélection, c'est-à-dire la disposition des électeurs les plus intéressés et les plus confiants dans les institutions politiques, médiatiques ou autres à s'exposer davantage à l'information politique¹¹⁸. Ce phénomène rend plus difficile l'observation d'une association positive entre l'exposition médiatique et le cynisme (thèse du « média-malaise ») et plus ambigus les travaux qui débouchent sur le résultat contraire. C'est sans doute pourquoi Newton¹¹⁹ hésite à con-

clure que l'exposition aux médias stimule l'engagement politique et que Pippa Norris se contente de présenter son hypothèse d'un cercle vertueux entre l'exposition médiatique et l'engagement civique comme étant plausible mais non démontrée¹²⁰.

Cette prudence, cette réticence à dégager des conclusions catégoriques de l'association entre des indicateurs d'exposition médiatique et d'engagement politique ne sont pas sans rappeler la conclusion que Zukin tirait il y a une vingtaine d'années de sa minutieuse étude de la question : « *The question of whether the mass media contributed to the growth of political malaise probably will never be satisfactorily answered*¹²¹ ».

Une méthode plus raffinée permettra peut-être un jour de trancher clairement la question¹²². Pour le moment, les tenants du « média-malaise » paraissent avoir été battus sur leur propre terrain en s'avérant incapables de démontrer l'existence d'un lien positif entre l'exposition aux médias et le cynisme. Par ailleurs, le fait que leurs opposants aient le triomphe modeste et hésitent à conclure que la fréquentation des médias contribue à raffermir et à augmenter le soutien aux acteurs et aux institutions politiques montre bien que ce débat, pour le moment du moins, se prête mal à des conclusions tranchées. Certains pourraient même être tentés de conclure que le « média-malaise » reste une bonne cause qui a été mal défendue, alors que d'autres, au vu de la virulence des attaques contre les médias et de l'éloquence de certains de ses détracteurs, seraient peut-être portés à penser exactement le contraire.

Le caractère incertain des conclusions sur le « média-malaise » plaide en faveur de l'élargissement d'un débat qui a surtout opposé jusqu'ici ceux qui pensent que les médias exercent une influence négative sur le soutien aux acteurs et aux institutions politiques et ceux qui rejettent cette hypothèse. Certains auteurs ont proposé récemment de repenser cette question dans la perspective plus vaste du déclin de la confiance

non pas seulement dans les institutions gouvernementales mais dans à peu près toutes les institutions, incluant les médias¹²³.

La confiance dans les médias et les institutions gouvernementales présente en effet le double caractère d'être faible et d'avoir chuté simultanément¹²⁴. Des sondages Gallup montrent par exemple que seulement 21 p. 100 des Canadiens croient que les critères d'honnêteté et d'intégrité des journalistes sont élevés (14 p. 100 pensent de même pour les membres du Parlement)¹²⁵. Une étude en cours de Nadeau et al. montre par ailleurs que seulement 36 p. 100 des Canadiens disent faire confiance aux médias, un pourcentage encore plus faible que celui qu'on observe pour les gouvernements fédéral et provinciaux (respectivement de 44 et 41 p. 100) et à peine plus élevé que la confiance exprimée dans les syndicats, qui ferment la marche avec 29 p. 100¹²⁶.

L'infortune commune des médias et des gouvernements se situe au cœur de la réflexion de Stephen E. Bennett et de ses collaborateurs¹²⁷. Constatant l'existence d'un lien positif très fort entre la confiance qu'ont les citoyens dans les médias et celle qu'ils ont dans les institutions gouvernementales, et notant la disparition de tout lien entre l'exposition aux médias et le soutien au gouvernement lorsque la variable mesurant la confiance dans les médias est incluse dans l'analyse, ces auteurs concluent que « *the traditional video-malaise notion needs to be revised. Jaundiced views of government and the media co-vary, raising the possibility that the public views both government and the media in the same vein*¹²⁸. »

Les travaux du groupe dirigé par Bennett recadrent avec pertinence le débat sur le malaise médiatique en posant clairement cette question : le déclin simultanément de la confiance envers les médias et les institutions politiques résulte-t-il de la baisse du soutien envers les institutions en général ou renvoie-t-il au contraire à une dynamique propre à la relation entre journalistes et politiciens, à une

espèce de cercle vicieux par lequel ces acteurs renforceraient mutuellement le discrédit dont ils sont affligés ? Cette question reste toutefois sans réponse : « *Perceptions of the media and the government may rise and fall together. This may reflect a broader trend: that support for institutions in general has changed [...] but it might also represent the mutual destruction of government officials and the media*¹²⁹ ». À l'ambiguïté du lien entre l'exposition aux médias et la confiance dans les institutions politiques s'ajoute donc celle de l'association entre la confiance dans les institutions médiatiques et politiques en tant que telle.

Une façon de dissiper cette ambiguïté consiste à examiner de façon plus spécifique les composantes de la confiance dans les médias. Nous avons déjà noté que cette confiance est plutôt faible et en déclin. La question est de savoir pourquoi. En d'autres termes, existe-t-il des données qui permettent d'affirmer à la suite de Cappella et Jamieson que « *the public now tends to see the media as part of the problem, not part of the solution*¹³⁰ » ?

Les ingrédients de la confiance dans les médias sont nombreux. Deux paraissent déterminants : l'équité et la pertinence. Les études sur les perceptions de l'équité de la couverture politique à la télévision (la presse partisane est un cas à part) suggèrent que si la majorité des électeurs des démocraties ne pensent pas que les nouvelles télévisées soient systématiquement biaisées par rapport à certains partis ou courants politiques, plusieurs pensent toutefois le contraire¹³¹. À cette première source de mécontentement pour certains s'en ajouterait une autre, plus importante, à savoir le manque de pertinence.

Le manque de pertinence de l'information politique paraît être une donnée fondamentale du malaise médiatique. Ce malaise se manifeste à travers l'expression de deux griefs principaux chez les citoyens. Les électeurs estiment que les médias exercent beaucoup trop d'influence, en d'autres mots

qu'ils prennent (et qu'ils s'accordent) trop de place dans la présentation de l'information. Les données de Nadeau et al. sont particulièrement explicites à ce sujet¹³². Elles montrent d'abord le fossé entre l'influence perçue et souhaitée des médias : un Canadien sur deux pense que les médias exercent une très grande influence sur la société, mais seulement un sur vingt-cinq souhaiterait qu'il en soit ainsi. Elles montrent ensuite, et c'est là un résultat important, que cet écart entre l'influence perçue et l'influence souhaitée des médias est positivement lié au cynisme des électeurs.

Les électeurs ne reprochent pas seulement aux médias de prendre trop de place. Ils leur reprochent de leur parler de choses qui ne les intéressent pas. Les auteurs de *Crosstalk* sont éloquents à ce chapitre : « *Journalists might want to rethink the horse-race and strategy emphasis, not because of the scolding of political scientists, or even because of public criticism of the media's preoccupation with scandal and trivia. Our focus group reveals that horse-race journalism is neither useful nor interesting for the public*¹³³ ».

Cette conclusion rejoint celle de Cappella et Jamieson, qui font également état en termes explicites de ce fossé entre l'offre médiatique et la demande des citoyens :

The data from our studies indicate that people have strong opinions about media practices, believing that they choose stories that are more strategic than substantive and, once chosen, tend to slant the stories toward more strategic and sensational frames. The same people who hold these beliefs implicitly do not themselves select stories on the basis of more strategic headlines. To the contrary, their choices seem dictated more by topic than frame [...]. Preferred news events included those that involved the news media least—debates, lengthy interviews, and unedited speeches¹³⁴.

La faiblesse de la preuve des détracteurs les plus virulents des médias suggère que le journalisme politique contemporain ne mérite sans doute pas

l'opprobre dont il est l'objet dans certains milieux. Cependant, le fossé entre l'offre médiatique et les attentes des citoyens crée manifestement un malaise. Ces attentes envers les médias sont d'ailleurs nuancées. Le désir des citoyens de voir les médias exercer moins d'influence s'accompagne du souhait de les voir jouer encore plus activement leurs rôles de chien de garde des gouvernements et de protecteur des droits des citoyens contre les abus du pouvoir¹³⁵.

C'est à cette tâche bien précise que s'emploie un nouveau cadre de reportage politique : le journalisme civique. Les défenseurs du journalisme civique poussent encore plus loin la réflexion sur le lien entre le journalisme politique et la qualité de la vie démocratique¹³⁶. Le journalisme civique, ou journalisme public, est un modèle de la pratique journalistique qui place les besoins du citoyen au centre de la stratégie de couverture de l'activité politique en général, et des contextes électoraux en particulier.

Selon cet angle de traitement, l'information, en période électorale, par exemple, doit tenter principalement de répondre aux interrogations des citoyens sur les enjeux qu'ils considèrent prioritaires et sur les positions que défendent les partis politiques pour chacun de ces enjeux. Les reportages de journalisme civique doivent couvrir les campagnes en faisant ressortir l'expérience des citoyens ordinaires, le contenu des programmes des partis, les réalités locales et les enjeux de l'élection. Les politiciens obtiennent la parole afin de répondre spécifiquement à ces besoins. L'interlocuteur privilégié du journalisme n'est plus l'acteur politique mais le citoyen¹³⁷. Contrairement à ce qui se fait dans le cadre traditionnel, la couverture médiatique des campagnes n'est pas au service des organisations politiques, mais à l'écoute des électeurs. Dans ce contexte, l'information qui traite des tournées des candidats et des stratégies électorales des organisations politiques devient secondaire.

L'objectif de cette approche quelque peu idéalisée du reportage politique, pensée et mise en pratique aux États-Unis depuis le début des années 1990, serait de stimuler la participation politique et la délibération des citoyens face aux grands enjeux qui touchent leur communauté¹³⁸. Les tenants du journalisme civique tentent d'imposer une nouvelle conception du public auquel s'adressent les médias. Ils rejettent la vision mercantile qui pose que les auditoires sont composés de consommateurs, de victimes ou de spectateurs passifs¹³⁹. Ils considèrent plutôt que la couverture médiatique de la politique s'adresse à des communautés de citoyens engagés qu'il faut consulter, sensibiliser, informer et stimuler.

Dans ce contexte journalistique, qui aurait été initié en réaction à la perte de légitimité qu'enregistrent les médias dans l'opinion publique¹⁴⁰ et aux critiques qui leur sont adressées à propos des retombées néfastes du journalisme traditionnel en périodes électorales axées sur les stratégies partisans et la course entre candidats¹⁴¹, les médias se posent comme des acteurs sociaux, des vecteurs de changement sur le marché qu'ils desservent. Ils disent adopter une mission explicite de solidarité, de proximité et de pédagogie¹⁴². Ils ne sont plus de simples spectateurs et rapporteurs de l'actualité politique ou électorale. En collaboration avec les citoyens, les praticiens du journalisme civique déterminent les priorités et construisent leur couverture afin de proposer à leurs auditoires l'ensemble des solutions aux enjeux qui les préoccupent. Les médias serviraient alors de lieux de rencontres, de délibérations et de débats entre acteurs sociaux¹⁴³.

Depuis 1990, plus de 300 organisations médiatiques américaines ont mis sur pied diverses initiatives de journalisme civique. Certaines de ces expériences auraient même produit des résultats intéressants à la fois pour les médias, les politiciens et les électeurs. En 1996, une étude a été menée par le Poynter Institute for Media Studies

lors de l'élection présidentielle américaine dans 20 communautés où les médias locaux (journaux, radios et télévisions) ont couvert les sept dernières semaines de campagne en adoptant à divers degrés le modèle du journalisme civique. Sur les 10 marchés où la couverture électorale des médias était principalement de type civique, le niveau de connaissances des citoyens sur la politique en générale, sur les positions des candidats et sur les enjeux électoraux a augmenté davantage que dans 10 autres régions où la couverture médiatique adoptait moins significativement l'approche du journalisme civique¹⁴⁴.

Le journalisme civique tenterait donc de répondre aux demandes, et aux besoins, des citoyens en matière d'information politique. Mais un paradoxe demeure. D'une part, les citoyens se disent insatisfaits de l'offre médiatique. Ils voudraient pouvoir consommer davantage d'émissions d'analyse, de débats et d'entrevues en profondeur au sein desquelles les journalistes se feraient plus discrets. D'autre part, cet appel à un retour à la rigueur et à la substance dans la pratique du journalisme politique laisse perplexe lorsqu'on le compare aux habitudes réelles de consommation d'information des citoyens. Ces derniers regardent peu les émissions qui proposent une information politique plus complète et moins commentée par les journalistes. Un écueil important avec lequel les défenseurs du journalisme civique doivent composer.

Cette contradiction s'expliquerait en partie, selon Zussman, par une paresse intellectuelle, une ignorance rationnelle qui affecte le public des émissions d'information¹⁴⁵. Les habitudes de consommation d'information politique seraient dirigées par la loi du moindre effort. Ce comportement pousse les citoyens à consommer, lorsqu'ils se donnent la peine de le faire, une information politique plus brève et divertissante que sérieuse et approfondie. Zussman avance que « *what sells newspapers and attracts viewers are sto-*

*ries that portray conflict and controversy, and journalists are often rewarded based on these criteria. This approach is driven, in large measure, by what Walter Lippman called the public preference for the curiously trivial against the dull important*¹⁴⁶ ».

Cette situation se manifeste d'ailleurs par la désaffection que connaissent les grands réseaux publics de télévision occidentaux (CBC-SRC, France2 et PBS entre autres), qui tentent de maintenir une tradition de service public destiné à la production d'émissions aux contenus politiques plus rigoureux et approfondis. Ces télédiffuseurs perdent de larges pans de leurs auditoires au profit des réseaux privés qui offrent de courts reportages axés sur des conflits, l'image des leaders ou des anecdotes politiques et dont l'objectif est de maintenir l'attention du téléspectateur en le divertissant¹⁴⁷.

Ces ponctions d'audience préoccupent les services publics de télévision, qui doivent tirer des portions de plus en plus importantes de leurs revenus de la vente de publicité¹⁴⁸. Au Canada, les estimations diffèrent, mais les données disponibles indiquent qu'entre 40 p. 100 et 50 p. 100 du budget d'exploitation des deux réseaux publics canadiens de télévision proviendrait de ce mode de financement¹⁴⁹. Cette situation conduit les réseaux publics à revoir leurs missions afin d'offrir des émissions et des reportages plus commerciaux qui feront augmenter leurs cotes d'écoute¹⁵⁰, cotes d'écoute qui sont tributaires des goûts exprimés par un public apathique qui se désintéresse de la politique et qui préfère être divertie lorsqu'il regarde un bulletin de nouvelles¹⁵¹. La concurrence entre diffuseurs publics et privés devient de plus en plus forte face aux demandes des citoyens. Cette situation conduit alors à une uniformisation des contenus des reportages et à un nivellement de la qualité de l'information politique¹⁵² qui ne peut qu'accélérer la montée du cynisme des citoyens envers les acteurs politiques. L'inadéquation entre les attentes informationnelles formulées par les

citoyens et leurs habitudes réelles de consommation d'information est frappante.

Il convient donc, à la lumière de ce constat, de conclure ce texte en examinant brièvement les solutions qui permettraient aux médias de répondre aux souhaits des citoyens en matière d'information et d'éviter les effets pervers d'une accélération de la commercialisation du journalisme politique télévisé.

Que faire ?

Quelques remarques préliminaires s'imposent avant de formuler des recommandations sur les pratiques journalistiques. On doit d'abord noter que même les plus durs critiques du journalisme politique contemporain reconnaissent le rôle essentiel des médias en démocratie et qu'ils ne remettent pas en cause la nécessité pour les journalistes d'adopter une attitude critique envers le pouvoir politique. Ce comportement est au contraire valorisé, et son excès opposé, la complaisance, est dénoncée parfois avec la même vigueur¹⁵³.

Il convient également de signaler que le journalisme politique contemporain ne manque pas de défenseurs. Certains pensent par exemple que les critiques qui lui sont adressées sont largement exagérées, voire sans fondement¹⁵⁴. D'autres soutiennent que ce sont les conditions d'exercice du métier de journaliste qui sont en cause et qu'il est contradictoire de souhaiter bénéficier d'une information à la fois instantanée et approfondie. D'autres encore, comme Zaller¹⁵⁵, pensent qu'il est normal que les journalistes et les médias veillent d'abord et avant tout à leurs intérêts, et que le marché de l'information comporte suffisamment de mécanismes de contrôle et d'autorégulation pour répondre adéquatement aux besoins des citoyens.

Cette perspective est partagée par Page¹⁵⁶, qui croit que les médias, même dans leur fonction-

nement imparfait, jouent de façon plutôt adéquate leur rôle dans le processus de délibération menant à l'adoption des politiques publiques. Finalement, d'autres pensent que le débat sur le malaise médiatique est un faux débat, soit parce que les causes du déclin du soutien gouvernemental sont ailleurs¹⁵⁷, soit parce que la thèse du « médiamalaise » n'est pas prouvée¹⁵⁸, soit encore parce que, contrairement à ce que soutiennent les tenants de cette école de pensée, la dynamique entre exposition médiatique et attitudes politiques n'est pas un cercle vicieux qui mène au cynisme mais un cercle vertueux qui conduit à l'engagement¹⁵⁹.

C'est avec ces réserves et ces nuances en tête que nous allons examiner quelques remèdes aux maux du journalisme politique. Ce faisant, nous garderons également à l'esprit que les pratiques journalistiques ont des racines structurelles (technologiques et économiques) et qu'elles ne relèvent donc pas exclusivement, ni principalement, du volontarisme des praticiens de ce métier. La marge de manœuvre des journalistes, qui disposent de peu de ressources et sont coincés entre une orientation éditoriale souvent contraignante et une dépendance parfois prononcée envers ses sources, est plutôt étroite. Cela dit, elle n'est pas inexistante non plus, et nous partageons de ce point de vue l'idée avancée par Entman¹⁶⁰ selon laquelle une partie des problèmes actuels de la couverture médiatique de la politique vient de la résistance des journalistes eux-mêmes à questionner certaines de leurs pratiques, une situation qu'il résume par la formule « *pressure without reform* ». Notre perspective, finalement, empruntera moins à ceux qui accusent les médias d'engendrer le cynisme politique qu'au courant qui constate un écart grandissant entre l'idéal-type de la couverture médiatique incarné par la télévision dite de service public et les formes contemporaines de traitement journalistique de la politique, un écart qui donne tout son sens à cette autre formule de Robert Entman, brutale, certes, mais non dénuée de fondement, selon laquelle

« *democracy has gained little from the rise of the media power*¹⁶¹ ».

Ces remèdes, en un certain sens, s'imposent d'eux-mêmes. Les médias, s'ils souhaitent contribuer de manière plus positive à la vie démocratique, devront continuer à être tout aussi vigilants tout en devenant moins omniprésents. Les perceptions largement répandues sur l'influence excessive des médias, les travaux de Hallin sur le « *shrinking sound bite* », les analyses des Entman, Jamieson, Pratte, Taras, Bennett, Patterson, Sabato, Cook et de plusieurs autres sur le pouvoir excessif de la profession journalistique, et l'absence complète d'imputabilité des médias offrent un faisceau de données et de perspectives qui militent fortement en faveur d'une redéfinition du reportage politique axée sur des formes qui donneraient plus de place aux faits, aux enjeux et aux discours des élus qu'à l'interprétation journalistique de ces mêmes données. Il est raisonnable de penser, croyons-nous avec Patterson, que « *[t]he public interest would be better served if journalists recognized the limitations of their craft*¹⁶² ». L'objectif visé par ce repli stratégique des médias est une meilleure communication entre les élus et les électeurs. Nous souscrivons à ce chapitre à l'analyse de Cook, qui croit que « *in crafting public policy and practice, we should find ways for political actors to have more opportunities to reach each other and the public directly, without having to be channeled by the news*¹⁶³ ».

En rétablissant un meilleur contact entre les élus et les électeurs, les médias se conformeraient davantage à leur mission et serviraient mieux la démocratie. Les médias joueraient un rôle moins flamboyant mais plus utile en permettant aux citoyens d'entendre plus directement et plus longuement les élus, en leur présentant une information plus fouillée sur les enjeux et en les dispensant des références continues aux motivations et à la stratégie des acteurs qui caractérisent le cadre interprétatif habituel de l'événement politique.

La domination de ce cadre interprétatif renvoie au problème de l'homogénéité des pratiques journalistiques. Un produit aussi uniforme que la nouvelle politique interprétée à travers le prisme des motivations partisans n'offre manifestement pas la diversité et la richesse des angles d'analyse souhaités par les citoyens et souhaitables en démocratie. Il contribue au contraire à dévaluer le processus politique et à appauvrir l'information diffusée. Un meilleur accès aux ressources nécessaires à la diffusion des idées permettrait de mieux satisfaire les conditions de la liberté de la presse et possiblement de briser le monopole de cette grille d'interprétation réductrice des événements politiques.

Une pénétration plus poussée des pratiques du journalisme civique dans les médias pourrait permettre d'atteindre cet objectif dans une certaine mesure. L'accent placé par cette approche journalistique sur les préoccupations des électeurs et la mise en contexte fouillée et détaillée des enjeux sociaux pourrait permettre de briser en partie le carcan de l'interprétation dominante de la politique, essentiellement fondée sur une lecture des motivations stratégiques et partisans des acteurs politiques. Les travaux de Colette Brin, qui montrent que les journalistes de Radio-Canada et du Réseau de l'information (RDI) se sont inspirés en partie de cette conception de leur profession dans leur couverture des campagnes électorales récentes¹⁶⁴, laissent croire qu'une évolution intéressante se dessine à cet égard.

Cependant, la montée du journalisme civique reste limitée. La couverture traditionnelle des campagnes électorales axée sur les sondages et les tournées des chefs reste dominante, une situation qui s'expliquerait à la fois par la réticence de certains journalistes à remettre en cause leurs routines professionnelles¹⁶⁵ et, peut-être encore plus fondamentalement, par la résistance des entreprises médiatiques à investir les ressources nécessaires pour mener à bien ce type de projet journalistique¹⁶⁶. Il faut noter d'autre part qu'une

adoption mal comprise des conceptions du journalisme civique pourrait mener à d'autres excès. Il serait aisé pour des journalistes qui s'investissent de la mission de défendre les intérêts des citoyens de tomber dans le piège du vedettariat et de succomber à la tentation de l'éditorial. L'objectif qui consiste à diversifier la couverture médiatique de la politique, en s'inspirant notamment du courant du journalisme civique, ne doit pas être atteint au détriment de celui qui consiste à rétablir un meilleur contact entre les élus et les électeurs.

La diversité de la couverture médiatique de la politique que pourrait provoquer une infusion plus importante des pratiques du journalisme civique servirait mieux, selon nous, les intérêts des Canadiens en général et possiblement des citoyens plus jeunes en particulier qui se détournent beaucoup plus que leurs aînés de la politique¹⁶⁷. Cette diversification est une composante essentielle de la liberté de la presse qui, comme le rappelle avec justesse Cook¹⁶⁸, ne consiste pas seulement à assurer la liberté d'expression de ceux qui ont des ressources, mais également à permettre à ceux qui en ont moins d'assurer une certaine diffusion de leurs opinions.

La concentration récente des entreprises médiatiques est préoccupante de ce point de vue. Elle l'est d'autant plus que les espoirs placés dans la montée de nouveaux véhicules d'information (comme Internet) pour assurer l'enrichissement du débat public ne semblent pas s'être véritablement matérialisés¹⁶⁹. Les solutions proposées au problème de la concentration excessive de la presse sont toujours délicates et souvent difficilement praticables¹⁷⁰. Cela dit, l'état de tension actuel entre l'exigence de la liberté de la presse et la réalité de la concentration de la presse nous amène à penser que les intérêts de la démocratie canadienne seraient bien servis par la tenue d'un vaste débat sur la question de la concentration de la presse au Canada.

L'objectif ultime d'une réflexion sur les conditions de pratique du journalisme politique est d'en

arriver à un bilan de la qualité de la couverture médiatique de la politique. Nous concluons à cet égard que les médias doivent faire preuve de plus de sobriété, de rigueur et d'originalité s'ils souhaitent mieux servir les citoyens. Cette conclusion, qui ne constitue pas une condamnation en règle des médias ni n'en propose un bouleversement des pratiques, met en relief l'intérêt des travaux récents de Gunther et Mughan¹⁷¹. Ces auteurs, au terme de leur examen des pratiques journalistiques dans 10 pays, concluent que ces pratiques répondent davantage aux besoins des citoyens et aux exigences de la démocratie dans les pays où la conception du journalisme en tant que service public possède de fortes racines. Leurs observations semblent montrer que l'engagement actif du secteur public, loin d'avoir constitué une entrave à la libre circulation d'une information diversifiée et de qualité, en a au contraire grandement favorisé la production et la dissémination.

Nous partageons ce point de vue mais nous souscrivons aussi, à contrecœur, au diagnostic de ces auteurs selon lequel « *even countries with strong public-service broadcasting traditions are showing signs of following the trajectory of American television's "infotainment" style of political coverage*¹⁷² ». Les analyses de Taras et de Pratte et les conclusions du rapport du Comité d'examen des mandats de la SRC, de l'ONF et de Téléfilm Canada présidé par Pierre Juneau en 1996 confirment que cette situation prévaut aussi au Canada.

Radio-Canada, le télédiffuseur public canadien, a fait face à deux conjonctures qui ont stimulé son virage commercial. Premièrement, l'industrie de la communication a connu de profondes transformations au cours des dix dernières années¹⁷³. Les services de câblodistribution ont accéléré leur pénétration du marché canadien, les chaînes et les services spécialisés de télévision se sont multipliés et des regroupements majeurs d'entreprises privées de télédiffusion se sont constitués. Cette situation a provoqué une fragmentation impor-

tante des auditoires au Canada, l'accentuation de la compétition dans la lutte aux cotes d'écoute et une dilution des contenus informationnels dans un flot d'émissions de divertissement.

Deuxièmement, la réduction, depuis une quinzaine d'années, du financement de Radio-Canada par le gouvernement fédéral a contribué à accentuer la précarité de la télévision publique. La société d'État a vu ses crédits parlementaires réduits de 36 p. 100 depuis le milieu des années 1980 et le Canada détient le record peu enviable d'être le pays ayant connu la plus forte diminution du financement destiné à la radiodiffusion publique entre 1995 et 1997 (-16 p. 100) parmi l'ensemble des États membres de l'OCDE¹⁷⁴. Dotée d'un budget global d'opération de un milliard de dollars, qui est plus que modeste en comparaison avec d'autres grandes sociétés publiques de radiodiffusion occidentales¹⁷⁵, Radio-Canada a dû combler son manque à gagner par une hausse de ses recettes publicitaires. Cet objectif aurait été atteint, selon le rapport Juneau, au prix d'un virage commercial qui a notablement nui à la nature de ses émissions¹⁷⁶.

Cette réorientation commerciale de Radio-Canada l'empêche de remplir pleinement le mandat qui lui a été confié¹⁷⁷. La télévision publique canadienne se démarque de moins en moins des autres chaînes dans sa production d'émission de divertissement et d'information. Son large mandat, tel qu'exprimé dans la *Loi sur la radiodiffusion de 1991*, est de présenter des programmes canadiens uniques et de produire des émissions qui doivent informer, éclairer et divertir la population canadienne¹⁷⁸. L'atteinte de ces objectifs est de plus en plus compromise dans la conjoncture actuelle. Il faut souhaiter que cette situation change et que le Canada renoue dans la gestion de l'espace médiatique avec la forte tradition de service public qui a longtemps été une de ses marques distinctives.

Seule une télévision publique exempte de pressions politiques et de contraintes commerciales excessives peut véritablement aspirer à remplir un

mandat d'information et de pédagogie. Des sondages récents montrent qu'une majorité de citoyens canadiens reconnaissent que Radio-Canada, malgré son virage commercial, s'acquitte encore mieux de cette tâche que ses concurrents du secteur privé. Les émissions d'information et d'affaires publiques produites par Radio-Canada sont perçues comme étant plus crédibles, plus équitables et traitant d'enjeux plus diversifiés que celles qui sont diffusées par ses compétiteurs privés ou américains¹⁷⁹. Les conditions de la poursuite et du renforcement de cette tradition d'excellence doivent être mises en place dans les meilleurs délais.

Une télévision publique de qualité est importante non seulement pour son auditoire habituel, mais également pour l'ensemble des téléspectateurs. Plusieurs études ont montré que Radio-Canada constitue une référence pour les réseaux de télévision privés dans leur traitement de l'information politique¹⁸⁰. Le rayonnement de Radio-Canada au-delà de son auditoire lui confère les attributs d'une sorte de bien public et donne un relief particulier à cette remarque fine de David Taras : « *It may be a strange paradox of the Canadian condition that the people want to know that the public broadcaster is there, and they support its values even if they don't regularly watch or listen to the CBC themselves*¹⁸¹ ».

Faisant écho aux recommandations du rapport Juneau qui propose que Radio-Canada soit distincte, sans publicité et enracinée dans les régions, nous préconisons un réinvestissement important de fonds publics dans la télévision publique canadienne et souhaitons qu'une méthode de financement plus adéquate (basée sur les crédits gouvernementaux ou des revenus de taxes) soit instituée pour lui assurer un appui financier adéquat, stable et exempt de toutes pressions politiques. On peut envisager diverses formules en s'inspirant entre autres de l'expérience des télévisions publiques étrangères. Une chose est cer-

taine : le statu quo est inacceptable et la méthode de financement actuelle de Radio-Canada est probablement l'une des moins adéquates qui se puissent concevoir pour une télévision publique de qualité dans une démocratie industrielle avancée.

Il y a manifestement un prix à payer pour mettre de l'avant les suggestions que nous préconisons. Nous estimons cependant que le financement adéquat de la télévision publique est un investissement civique à haut rendement et que la société canadienne serait bien avisée d'assurer à Radio-Canada les moyens nécessaires pour remplir pleinement son mandat. Ce faisant, il serait possible d'assurer la survie d'un service public d'information libre de tout impératif commercial et politique et pouvant véritablement offrir une couverture approfondie et rigoureuse de l'activité politique. La spécificité de Radio-Canada deviendrait plus manifeste par rapport au journalisme politique uniforme de ses concurrents privés. Ses émissions répondraient donc davantage aux attentes et aux besoins des citoyens en matière d'information. Ce retour appuyé à la tradition de service public en information servirait bien les exigences de la démocratie au Canada.

Notes

- 1 Fletcher et Everett (1991, p. 223-226); Wilson (1992, p. 500); Farrell (1996, p. 170).
- 2 Iyengar et Reeves (1997).
- 3 Cook (1998, p. 164).
- 4 Ansolabehere et al. (1993); Zaller (1999).
- 5 Nevitte (1996); Zussman (1997); Norris (1999); Pharr et Putnam (2000).
- 6 Patterson (1993); Mendelsohn (1993); Taras (1999); Gunther et Mughan (2000).
- 7 Holmberg (1999, p. 119).
- 8 Patterson (1996, p. 19).
- 9 Cook (1998, p. 189).
- 10 Canada (1981, p. 36).
- 11 Hackett et Zhao (1998, p. 1).
- 12 Entman (1989, p. 3).
- 13 Lang et Lang (1959); Robinson (1976).
- 14 La télévision a aussi été pointée du doigt par des auteurs qui adoptent des perspectives assez différentes de celles de Robinson et de ses continuateurs. L'arrivée de la télévision aurait provoqué, selon Wattenberg (1991) et Spencer et Bolan (1991), un déclin des partis en permettant aux leaders politiques de communiquer directement avec les électeurs. Voir cependant Bartels (2000) pour une remise en question de cette position. Dans une perspective plus proche de celle qui nous intéresse dans ce texte, Putnam (1995a, b, 2000) a soutenu que la pénétration de la télévision aurait contribué de manière décisive à une érosion des liens et de la confiance interpersonnels, érosion qui aurait entraîné à son tour une baisse de confiance envers les institutions gouvernementales. Pour une critique de la thèse de Putnam, voir Schudson (1995) et Norris (1996).
- 15 Fletcher et Everett (1991, p. 223); Ansolabehere et al. (1993, p. 45); Monière (1999, p. 9).
- 16 Newton (1999, p. 579).
- 17 Iyengar (1991); Hart (1999); Taras (1999, p. 34).
- 18 Holtz-Bacha (1990).
- 19 Moy et Pfau (2000); Price et Zaller (1996).
- 20 Newton (1999, p. 579).
- 21 Fallows (1996); Taras (1999); Pratte (2000); Dobrzynska (2002).
- 22 Patterson (1993, 1997); Sabato (1993); Taras (1999).
- 23 Patterson (1997, p. 451).
- 24 Sabato (1992, p. 128).
- 25 L'étude de van der Eijk sur l'impact de la transformation du paysage journalistique néerlandais sur les relations entre les médias et le système partisan montre une évolution semblable des pratiques journalistiques dans ce pays : « *The shift from the zeal identification to professional independence had serious consequences for political parties and other groups that had grown accustomed to easy access to, and uncritical coverage from, related, and hence friendly, media organizations. In the late 60s and early 70s, the major parties representing the various zeilen in Dutch society were suddenly confronted with what they often took to be journalistic hostility* » (2000, p. 320).
- 26 Sabato (1992, p. 128).
- 27 Fletcher et Everett (1991); Wilson (1992); Monière (1999).
- 28 Le Québec n'aurait pas, selon la réputée journaliste et chercheuse Armande Saint-Jean (1996, p. 21) échappé à cette tendance. Le journalisme québécois, selon elle, « *apart from a few cultural particularities [...] follows the same patterns and trend as in the rest of Canada and, for that matter, North America* ».
- 29 Nous empruntons ce titre à celui de l'essai d'André Pratte, éditorialiste en chef du journal *La Presse* de Montréal.
- 30 Patterson (1996, p. 17).
- 31 Patterson (1996); Zussman (1997).
- 32 Voir entre autres Sabato (1992, p. 138-140); McKee (1992); Mendelsohn et Nadeau (1999); Pratte (2000, p. 90-91). Les noms donnés aux comportements journalistiques à l'égard des politiciens, « *feeding frenzy* » chez Sabato (1992) et « *character assassination* » chez McKee (1992), sont révélateurs de l'acharnement contre les élus reproché aux médias.
- 33 Harrington (1989); Nadeau, Niemi, Fan et Amato (1999).
- 34 Les propos de Hibbing et Theiss-Morse ajoutent une perspective intéressante à la montée de la couverture négative des institutions politiques en liant en partie celle-ci au déclin de la presse partisane : « *We have little quarrel with the contention that media coverage of Congress has become more hostile over the course of the last few decades. To be sure, negative coverage of Congress is hardly new, although in the days of the partisan press it may have been easier to put the criticism in perspective. Today [...] Congress is short on defenders in the media* » (1998, p. 482).
- 35 Westerstahl et Johansson (1986); Hibbing et Theiss-Morse (1995); Clarke et al. (1984); Qualter et MacKirdy (1964); Soderlund et al. (1984); Frizzell et Pammett (1994); Mendelsohn et Nadeau (1999).
- 36 Pratte (2000, p. 76).
- 37 Entman (1989, p. 8).
- 38 Hallin (1992) a utilisé l'expression « *shrinking soundbite* » pour décrire la diminution de la durée des extraits des discours des candidats présidentiels de 42 secondes en 1968 à moins de 10 secondes durant les années 1990. Les travaux du Center for Media and Public Affairs (1994) ont montré de leur côté que le temps de parole des journalistes dans un reportage sur un candidat présidentiel était, au début des années 1990, cinq fois plus important que celui du candidat lui-même.
- 39 Sabato (1993, p. 2); voir aussi Patterson (1997).
- 40 Taras (1999, p. 223-224).
- 41 Monière (1999, p. 109).
- 42 L'analyse de Monière (1999, p. 109) montre que les entrevues en tête-à-tête représentent respectivement 19 p. 100, 45 p. 100, 71,9 p. 100 et 79,5 p. 100 des types d'interventions des acteurs politiques à Radio-Canada, sur France2, à la RTBF (Belgique) et à la TSR (Suisse). Inversement, les extraits de conférences de presse comptent pour 32,8 p. 100 des interventions des acteurs politiques dans les bulletins de Radio-Canada, mais pour 10 p. 100, 9 p. 100 et 7,3 p. 100 des interventions présentées dans les téléjournaux de France2, de la RTBF et de la TSR.

- 43 Just et al. (1996); Patterson (1993, p. 36).
- 44 Au Canada, les données de Nadeau et al. (2002c) pour la campagne fédérale de 2000 montrent que près des trois quarts des reportages télédiffusés portaient sur divers aspects de la course électorale plutôt que sur les enjeux. Des proportions similaires ont été relevées lors de l'élection canadienne de 1997 et dans d'autres études électorales aux États-Unis et en Grande-Bretagne. West (1997); Norris et al. (1999). Cette préoccupation quant à la place excessive des sondages et de la « course à la victoire » (« *horse-race journalism* ») a été clairement exprimée par Wagenberg et ses collaborateurs (1988, p. 119), qui concluent de cette évolution qu'elle « *lends credence to the fears of those who feel that essential democratic goals of the electoral process are being undermined* ».
- 45 Patterson (1997); Just et al. (1996); Sabato (1992, 1993).
- 46 Deux études canadiennes paraissent corroborer cet argument. Nadeau et al. ont montré qu'à peine un Canadien sur cinq croyait au moment de l'élection de 1997, en conformité avec les faits, que le chômage avait diminué au cours du premier mandat de Jean Chrétien et qu'une écrasante majorité d'entre eux pensait de manière erronée que le sort des autochtones était aussi enviable ou sinon meilleur que celui des autres Canadiens ou que la criminalité avait été en hausse au cours des dernières années (Nadeau et al. 2000, 2002a).
- 47 Cook (1998).
- 48 Rothman et Lichter (1987, p. 383).
- 49 Patterson (1997, p. 452); voir aussi Taras (1999, p. 41) et Nadeau et al. (2000b).
- 50 Entman (1989, p. 8).
- 51 Delli Carpini et Keeter (1996).
- 52 Jamieson (1992, p. 11); McManus (1994); Taras (1999); Kuklinski et al. (2000). Kuklinski et ses collaborateurs insistent sur le fait que les politiciens n'ont pas intérêt non plus à diffuser nécessairement une information complète et de qualité sur les enjeux. En conséquence, ni l'un ni l'autre de ces acteurs n'offrirait aux citoyens « *a coherent and balanced package of information* » (2000, p. 794).
- 53 Stimson (1991).
- 54 Maarek (1992, p. 142).
- 55 Nadeau et al. (1999, p. 118-119); voir également Van Raaij (1989, p. 484) et Andreassen (1987).
- 56 Zaller (1992, ch. 11); Dobrzynska (2002).
- 57 Ansolabehere et al. (1993, p. 65).
- 58 Gunther et Mughan (2000, p. 25-26).
- 59 Il est intéressant de noter que le modèle de Page (1996) sur la délibération entourant la conception et la mise en œuvre des politiques publiques repose explicitement sur le triangle élus-médias-électeurs.
- 60 Cappella et Jamieson (1997, p. 4).
- 61 Cappella et Jamieson (1997).
- 62 Patterson (1997).
- 63 Mendelsohn (1993, 1996).
- 64 Ansolabehere et al. (1993, p. 54-55); Sabato (1992, p. 131-132).
- 65 Sabato (1992, p. 132).
- 66 Zussman (1997).
- 67 Patterson (1996, p. 19).
- 68 Sabato (1992, p. 144).
- 69 Cappella et Jamieson (1997); Rothman (1996, p. 62)
- 70 Une nuance importante renvoie à la signification conceptuelle de la notion de confiance. Plusieurs auteurs ont souligné qu'un fonctionnement adéquat de la démocratie supposait une vigilance critique des citoyens envers les institutions gouvernementales s'apparentant bien davantage au scepticisme qu'à la confiance en tant que telle. Voir l'ouvrage de Warren (1999) à ce propos. Le reproche fait aux médias est donc moins d'entretenir le scepticisme que d'alimenter le cynisme, qui en est la forme exacerbée. À ce sujet voir Patterson (1997); Cappella et Jamieson (1997).
- 71 Pratte (1997, p. 24).
- 72 Cité par Epstein (1973, p. 4-5) et reproduit et traduit par Cormier (1991, p. 50).
- 73 Gunther et Mughan (2000, p. 20-21).
- 74 Dobrzynska (2002, p. 86-88).
- 75 Bennett (1997); voir aussi Charron (1994), Gingras (1999) et Dobrzynska (2002).
- 76 Sigal (1973); Charron (1994); Gingras (1999); Zaller (1999).
- 77 Blais et Crête (1982, p. 65).
- 78 Cormier (1991, p. 63).
- 79 Sigal (1973); Gans (1979); voir également Tuchman (1978).
- 80 Gandy (1982).
- 81 Zaller (1992, p. 315).
- 82 Carper (1997, p. 46).
- 83 Reeves (1997, p. 101); voir également McManus (1994) et Dorman (1997) pour une interprétation similaire.
- 84 Dobrzynska (2002, p. 93).
- 85 Pratte (2000, p. 49).
- 86 Taras (1999, p. 33).
- 87 Zaller (1999).
- 88 Zaller (1999, p. 19-20).
- 89 Zaller (1999) a montré de façon explicite dans son ouvrage l'augmentation en qualité et en quantité des moyens utilisés par les partis politiques pour gagner la bataille de l'ordre du jour. Cette évolution tiendrait selon plusieurs au déclin de la presse partisane. Ce phénomène de la transformation des liens entre les médias et les partis, mis en lumière aux États-Unis par Hibbing et Theiss-Morse (1995, 1998) et Zaller (1999), s'est également manifesté dans d'autres démocraties ainsi que l'attestent les travaux de Taras pour le Canada (1990, p. 65) et de van der Eijk pour les Pays-Bas (2000).
- 90 Zaller (1999, p. 54).
- 91 Monière (1999); van der Eijk (2000).
- 92 Bennett (1997).

- 93 Taras (1999, p. 34); Pratte (2000); Zaller (1999).
- 94 Weaver et Wilhoit (1996, p. 24).
- 95 Zaller (1999, p. 51).
- 96 Hackett et Zhao (1998); Gunther et Mughan (2000).
- 97 Cooper (1994).
- 98 Winter (1996).
- 99 Rothman et Lichter (1987).
- 100 Bagdikian (1994).
- 101 Hackett et Zhao (1998); Gunther et Mughan (2000).
- 102 Norris (2000b, p. 252-253).
- 103 Robinson (1976).
- 104 Ranney (1983, p. 75-79); Cappella et Jamieson (1997).
- 105 Patterson (1996, p. 19).
- 106 La démonstration la plus convaincante de ce point de vue est celle de Nye et de ses collaborateurs (1997), qui examinent dans leur ouvrage *Why People Don't Trust Government ?* plusieurs explications possibles de l'érosion de la confiance dans le gouvernement américain avant de conclure que l'hypothèse du malaise médiatique est l'une des plus plausibles. Cette conclusion a cependant été contestée par Norris (2000b, ch. 13).
- 107 Norris (1999, 2000b).
- 108 Holtz-Bacha (1990, p. 73).
- 109 Bowen, Stamm et Clark (2000, p. 94).
- 110 Holmberg (1999, p. 121).
- 111 Newton (1999).
- 112 Newton (1999, p. 577).
- 113 Nadeau, Blais, Gidengil et Nevitte (2002b).
- 114 Moy, Pfau et Kahlor (1999).
- 115 Norris (1999, 2000b).
- 116 Newton (1999, p. 598).
- 117 Norris (2000a, p. 9).
- 118 Moy, Pfau et Kahlor (1999); Nadeau et al. (2000c).
- 119 Newton (1999, p. 598).
- 120 Les réticences de Pippa Norris à tenir un langage causal affirmé fourmillent dans son ouvrage *A Virtuous Circle* (voir en particulier les pages 18 : « *It is not possible for us [...] to resolve the direction of causality [...]* » et 309 : « *The interpretation remains theoretical for we lack direct proof.* »). Une sous-section de son ouvrage porte d'ailleurs le titre révélateur de « *The Classic Chicken-and-Egg Issue of Causality* ». Il convient aussi de souligner que si Norris rejette la thèse du « média-malaise », elle ne conclut pas pour autant que la couverture négative des enjeux est sans effet, montrant au contraire un lien dans son livre entre la couverture généralement négative de l'enjeu de l'euro et la montée de l'euroscpticisme.
- 121 Zukin (1981, p. 382).
- 122 Plusieurs auteurs préconisent par exemple l'utilisation d'une méthodologie diachronique (*panel, rolling cross-section*) pour trancher la question des médias. Cette approche est certainement souhaitable. On peut se demander par con-

tre, à l'instar de Norris et al. (1999), si les campagnes électorales, en raison de leur brièveté, constituent le meilleur contexte pour examiner l'effet à long terme des médias sur la confiance envers les institutions gouvernementales. L'approche de la « *cultivation analysis* » étudiée en détail par Signorielli et al. (1990), qui stipule que l'effet des médias est cumulatif et s'inscrit dans la longue durée, pourrait sans doute inspirer les politologues dans leurs recherches sur les liens entre la transformation progressive de l'environnement médiatique (médias et pratiques) et le déclin séculaire du soutien aux acteurs et aux institutions politiques.

Une autre approche assez peu utilisée est la méthode expérimentale. Le principe dans ce cas serait de présenter à des groupes, constitués aléatoirement, des séquences de nouvelles construites selon les styles descriptif et interprétatif [Patterson (1997)] ou, pour employer une autre distinction, selon le cadre interprétatif stratégique ou axé sur les enjeux [Cappella et Jamieson (1997)]. Les travaux fondés sur cette méthode demeurent rares (Cappella et Jamieson constituent une exception) et, dans l'ensemble, sont assez peu concluants pour le moment. L'avantage minimal de ce type d'expériences est de recueillir l'avis des participants sur le type de nouvelles présentées.

Finalement, au nombre des difficultés méthodologiques déjà soulevées s'ajoute celle de la validité des mesures d'exposition aux médias. Les travaux de Bartels (1993), par exemple, ont soulevé des interrogations importantes sur la qualité des indicateurs d'exposition aux médias employés dans les études sur l'impact de la presse et de la télévision.

123 Nevitte (1996); Nye et al. (1997, p. 1).

124 Lambeth (1998, p. 34).

125 Les pourcentages pour les autres professions incluses dans l'enquête sont les suivants :

	%
Pharmaciens	68
Médecins	62
Policiers	53
Ingénieurs	50
Universitaires	45
Membres du clergé	44
Comptables	37
Sondeurs	28
Entrepreneurs	21
Avocats	19
Agents immobiliers	15
Syndicalistes	15
Publicitaires	14
Parlementaires	14

Source : *The Gallup Poll*, volume 59, n° 25 (14 avril 1999).

126 Nadeau et al. (2002b). En comparaison, pas moins de 84 p. 100 des répondants expriment leur confiance envers la police, 70 p. 100 aux écoles publiques, 60 p. 100 aux tribunaux, 57 p. 100 aux forces armées et 53 p. 100 aux diverses confessions religieuses.

127 Bennett et al. (1999); voir aussi Cook, Gronke et Rattliff (2000), Moy et Pfau (2000).

128 Bennett et al. (1999, p. 8).

- 129 Bennett et al. (1999, p. 17).
- 130 Cappella et Jamieson (1997, p. 227).
- 131 Voir entre autres Curtice (1998, p. 9). La présence de ces insatisfaits paraît compatible avec les travaux d'un courant de recherche, le « *hostile media environment* » [voir Vallone et al. (1985); Perloff (1989); Gunther (1992)], qui soutiennent que bon nombre d'électeurs pensent que les médias sont hostiles à leur parti politique préféré.
- 132 Nadeau et al. (2002*b*); voir également Cook, Gronke et Rattliff (2000) sur cette question.
- 133 Just et al. (1996, p. 240).
- 134 Cappella et Jamieson (1997, p. 227).
- 135 Cook, Gronke et Rattliff (2000, p. 17).
- 136 Voir entre autres Rosen (1999); Lambeth (1998); Rosen et Davis (1994).
- 137 Brin (2000, p. 7).
- 138 Lambeth (1998, p. 17).
- 139 Rosen (1999).
- 140 Lambeth (1998, p. 34).
- 141 Brin (2000, p. 7-8).
- 142 Lambeth (1998, p. 18).
- 143 Lambeth (1998, p. 27-29).
- 144 Meyer et Potter (1996).
- 145 Zussman (1997); Pratte (2000, p. 232); Zaller (1999, p. 14-20).
- 146 Zussman (1997, p. 250).
- 147 Monière et Fortier (2000, p. 16-17); Dobrzynska (2002, p. 87); Taras (2000, p. 128).
- 148 Fraser (2000, p. 47).
- 149 Juneau et al. (1996, p. 37); Taras (1999, p. 129); Fraser (2000, p. 45).
- 150 Juneau et al. (1996).
- 151 Taras (1999, p. 128).
- 152 Juneau et al. (1996, p. 72-75); Dobrzynska (2002, p. 87).
- 153 Sabato (1992); Pratte (2000).
- 154 Schudson (1995, p. 16-33).
- 155 Zaller (1999).
- 156 Page (1996).
- 157 Bennett et al. (1999); Norris (2000*b*).
- 158 Newton (1999).
- 159 Norris (2000*b*).
- 160 Entman (1989, p. 8).
- 161 Entman (1989, p. 129).
- 162 Patterson (1997, p. 453).
- 163 Cook (1998, p. 190).
- 164 Dans son analyse de l'information électorale diffusée par Radio-Canada et le Réseau de l'information (RDI) lors de l'élection fédérale de 1997 et de l'élection provinciale québécoise de 1998, Colette Brin (2000, p. 2) a constaté que le mouvement du journalisme civique a fait une entrée remarquable dans le plan de couverture de la société d'État. En 1997, la direction de l'information de la télévision publique avait ouvertement intégré cette approche dans sa stratégie de couverture. Bien que le journalisme électoral traditionnel, qui mise sur les tournées des candidats, les événements de campagne et les stratégies partisanes, ait été appliqué dans 52 p. 100 des reportages diffusés à Radio-Canada et RDI, 26 p. 100 des segments d'information avaient été conçus selon un angle de journalisme civique. Cette proportion a grimpé à 32 p. 100 dans le cadre de l'élection québécoise en 1998, alors que la direction de l'information n'avait pas demandé ouvertement que des efforts de journalisme civique soient engagés (2000, p. 15). Malgré tout, le journalisme de course est demeuré dominant pendant les deux campagnes, surtout à Radio-Canada et dans les bulletins de nouvelles de grande écoute.
- 165 Brin (2000, p. 21).
- 166 Lambeth (1998, p. 18).
- 167 Blais et al. (2002).
- 168 Cook (1998).
- 169 Margolis et Resnick (2000).
- 170 Entman (1989, p. 136).
- 171 Gunther et Mughan (2000).
- 172 Gunther et Mughan (2000, p. 431).
- 173 Juneau et al. (1996, p. 72).
- 174 OCDE (1999, p. 124).
- 175 OCDE (1999, p. 124); Taras (1999, p. 179); Fraser (2000).
- 176 Juneau et al. (1996, p. 72-73).
- 177 Juneau et al. (1996, p. 95).
- 178 Taras (1999, p. 127).
- 179 Juneau et al. (1996, p. 75); Taras (1999, p. 182).
- 180 Voir entre autres Mendelsohn (1993) et Taras (1993).
- 181 Taras (1999, p. 182).

Références

- Andreassen, Paul B. « On the Social Psychology of the Stock Market: Aggregate Attributional Effects and the Regressiveness of Prediction ». *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 53, n° 3 (mars 1987).
- Ansolabehere, Stephen, Roy Behr et Shanto Iyengar. *The Media Game : American Politics in the Television Age*. New York : Macmillan Publishing, 1993.
- Bagdikian, Ben H. *The Media Monopoly (Fourth Edition)*. Boston : Beacon Press, 1994.
- Bartels, Larry M. « Message Received : the Political Impact of Media Exposure ». *American Political Science Review*, vol. 87, n° 2 (juin 1993).
- Bartels, Larry M. « Partisanship and Voting Behavior, 1952-1996 ». *American Journal of Political Science*, vol. 44, n° 1 (janvier 2000).
- Bennett, Stephen Earl, Staci L. Rhine, Richard S. Flickinger et Linda L. M. Bennett. « "Video Malaise" Revisited : Public Trust in the Media and Government ». *Harvard International Journal of Press and Politics*, vol. 4, n° 1 (hiver 1999).
- Bennett, W. Lance. « Cracking the News Code : Some Rules That Journalists Live By ». Dans *Do the Media Govern ?*, dir. Shanto Iyengar et Richard Reeves. Thousand Oaks : Sage, 1997.
- Blais, André et Jean Crête. « La presse et la politique municipale dans deux villes du Québec ». *Politique*, n° 2 (1982).
- Blais, André, Elisabeth Gidengil, Richard Nadeau et Neil Nevitte. *Anatomy of a Liberal Victory*. Toronto : Broadview Press, 2002.
- Bowen, Lawrence, Keith Stamm et Fiona Clark. « Television Reliance and Political Malaise : A Contingency Analysis ». *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, vol. 44, n° 1 (hiver 2000).
- Brin, Colette. *Information électorale et innovation médiatique : agenda des citoyens ou événement hippique ?* Communication présentée au Colloque des jeunes politologues, Québec, 2000.
- Canada. *Commission royale sur les quotidiens*. Ottawa : Ministère de l'Approvisionnement et Services Canada, 1981.
- Cappella, Joseph N. et Kathleen Hall Jamieson. *Spiral of Cynicism : The Press and the Public Good*. New York : Oxford University Press, 1997.
- Carper, Alison. « Marketing News ». Dans *Politics and the Press : The News Media and their Influences*, dir. Norris, Pippa. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1997.
- Center for Media and Public Affairs. « They're no Friends of Bill ». *Media Monitor*, vol. 18, n° 4 (juillet-août 1994).
- Charron, Jean. *La production de l'actualité : Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*. Montréal : Boréal, 1994.
- Cooper, Barry. *Sins of Omission : Shaping the News at CBC TV*. Toronto : University of Toronto Press, 1994.
- Clarke, Harold D., Jane Jenson, Lawrence Leduc et Jon H. Pammett. *Absent Mandate : The Politics of Discontent in Canada*. Toronto : Gage, 1984.
- Cook, Timothy E. *Governing with the News*. Chicago : The University of Chicago Press, 1998.
- Cook, Timothy E., Paul Gronke et John Rattliff. *Deconsidering the Media : The American Public's Changing Attitudes Towards the News*. Communication présentée au congrès annuel de l'American Political Science Association, Washington, DC, août 2000.
- Cormier, Michel. « Politique et télévision : Le cas du Parti conservateur lors de l'élection fédérale de 1984 ». Dans *Les journalistes, les médias et leurs sources*, dir. Jean Charron, Jacques Lemieux et Florian Sauvageau. Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur, 1991.
- Curtice, John. *Do The Media Matter ?* Communication présentée lors du congrès annuel du Midwest Political Science Association, Chicago, avril 1998.
- Delli Carpini, Michael X. et Scott Keeter. *What Americans Know about Politics and Why It Matters*. New Haven : Yale University Press, 1996.
- Dobrzynska, Agnieszka. « Analyse comparative du rôle des normes et pratiques journalistiques à la télévision dans la couverture de la campagne électorale fédérale canadienne de 1997 ». *Communications*, vol. 21, n° 2 (hiver-printemps 2002).
- Dorman, William A. « Press Theory and Journalistic Practice : The Case of the Gulf War ». Dans *Do the Media Govern ?*, dir. Shanto Iyengar et Richard Reeves. Thousand Oaks : Sage, 1997.
- Entman, Robert M. *Democracy Without Citizens : Media and the Decay of American Politics*. New York : Oxford University Press, 1989.
- Epstein, E. J. *News from Nowhere*. New York : Random House, 1973.
- Fallows, James. *Breaking The News : How The Media Undermine American Democracy*. New York : Pantheon Books, 1996.
- Farrell, David M. « Campaign Strategies and Tactics ». Dans *Comparing Democracies. Elections and Voting in Global Perspective*, dir. Lawrence Leduc, Richard G. Niemi et Pippa Norris. Thousand Oaks : Sage, 1996.
- Fletcher, Frederick J. et Robert Everett. *Mass Media and Elections in Canada*. Toronto : Dundurn Press, 1991.
- Fraser, Matthew. « The CBC's Choice : Constellations or Core Competencies ». *Options Politiques*, vol. 20, n° 7 (septembre 2000).
- Frizzell, Allan et Jon H. Pammett. *The Canadian General Election of 1993*. Toronto : Dundurn Press, 1994.
- Gandy, O. H. *Beyond Agenda-Setting : Information Subsidies and Public Policy*. Norwood : Abex Publishing, 1982.
- Gans, Herbert J. *Deciding What's News : A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*. New York : Pantheon Books, 1979.
- Gingras, Anne-Marie. *Médias et démocratie : Le grand malentendu*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 1999.
- Gunther, Albert C. « Biased Press or Biased Public : Attitude Toward Media Coverage of Social Group ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 56, n° 2 (été 1992).
- Gunther, Richard et Anthony Mughan (dir.). *Democracy and the Media : A Comparative Perspective*. Cambridge : Cambridge University Press, 2000.
- Hackett, Robert A. et Yuezhi Zhao. *Sustaining Democracy : Journalism and the Politics of Objectivity*. Toronto : Garamond Press, 1998.
- Hallin, Daniel. « Sound Bite News : Television Coverage of Elections, 1968-1988 ». *Journal of Communication*, vol. 42, n° 1 (mars 1992).
- Harrington, David D. « Economic News on Television : The Determinants of Coverage ». *Public Opinion Quarterly*, vol. 53, n° 1 (printemps 1989).
- Hart, Roderick P. *Seducing America : How Television Charms the Modern Voter*. Thousand Oaks : Sage, 1999.
- Hibbing, John R. et Elisabeth Theiss-Morse. *Congress as Public Enemy : Public Attitudes Toward American Political Institutions*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

- _____. « The Media's Role in Public Negativity Toward Congress : Distinguishing Emotional Reactions and Cognitive Evaluations ». *American Journal of Political Science*, vol. 42, n° 2 (avril 1998).
- Holmberg, Soren. « Down and Down We Go : Political Trust in Sweden ». Dans *Critical Citizens*, dir. Norris, Pippa. Oxford : Oxford University Press, 1999.
- Holtz-Bacha, Christina. « Videomalaise Revisited : Media Exposure and Political Alienation in West Germany ». *European Journal of Communication*, vol. 5, n° 1 (mars 1990).
- Iyengar, Shanto. *Is Anyone Responsible? How Television News Frames Political Issues*. Chicago : The University of Chicago Press, 1991.
- Iyengar, Shanto et Richard Reeves. *Do the Media Govern?* Thousand Oaks : Sage, 1997.
- Jamieson, Kathleen Hall. *Dirty Politics : Deception, Distraction, and Democracy*. New York : Oxford University Press, 1992.
- Juneau, Pierre, Catherine Murray, Peter Herrndorf. *Faire entendre nos voix : Le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle, Rapport du Comité d'examen des mandats SRC, ONF, Téléfilm*. Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services du Canada, 1996.
- Just, Marion R., Ann N. Crigler, Dean A. Alger, Timothy E. Cook, Montague Kern et Darrell M. West. *Crosstalk : Citizens, Candidates and the Media in a Presidential Campaign*. Chicago : The University of Chicago Press, 1996.
- Kuklinski, James H., Paul J. Quirk et Jennifer Jerit. « Misinformation and the Currency of Democratic Citizenship ». *Journal of Politics*, vol. 62, n° 3 (août 2000).
- Lambeth, Edmund B. « Public Journalism as a Democratic Practice ». Dans *Assessing Public Journalism*, dir. Edmund B. Lambeth, Philip E. Meyer et Esther Thorson. Columbia : University of Missouri Press, 1998.
- Lang, Kurt et Gladys Engel Lang. « The Mass Media and Voting ». Dans *American Voting Behavior*, dir. Dans Eugene Burdick et Arthur J. Brodbeck. New York : Free Press, 1959.
- Maarek, Philippe. *Communication et marketing de l'homme politique*. Paris : Litec, 1992.
- Margolis, Michael et David Resnick. *Politics as Usual : The Cyberspace "Revolution."* Thousand Oaks : Sage, 2000.
- McKee, David. « Fact Is Free but Comment Is Sacred ». Dans *Political Communications : The General Election Campaign of 1992*, dir. Dans Ivor Crewe et Brian Gosschalk. Cambridge : Cambridge University Press, 1992.
- McManus, John H. *Market-Driven Journalism*. Newbury Park : Sage, 1994.
- Mendelsohn, Matthew. « Television's Frames in the 1988 Canadian Election ». *Canadian Journal of Communication*, vol. 18, n° 2 (printemps 1993).
- _____. « The Media and Interpersonal Communications : The Priming of Issues, Leaders, and Party Identification ». *Journal of Politics*, vol. 58, n° 1 (février 1996).
- Mendelsohn, Matthew et Richard Nadeau. « The Rise and Fall of Candidates in Canadian Election Campaigns ». *Harvard International Journal of Press and Politics*, vol. 4, n° 1 (hiver 1999).
- Meyer, Philipp et Deborah Potter. *Effects of Citizen-Based Journalism in the 1996 Election*. St. Petersburg : Poynter Institute for Media Studies, 1996.
- Monière, Denis. *Démocratie médiatique et représentation politique*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 1999.
- Monière, Denis et Julie Fortier. *Radioscopie de l'information télévisée au Canada*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2000.
- Moy, Patricia et Michael Pfau. *With Malice Toward All ? The Media and Public Confidence in Democratic Institutions*. Westport : Praeger, 2000.
- Moy, Patricia, Michael Pfau et LeeAnn Kahlor. « Media Use and Public Confidence in Democratic Institutions ». *Journal of Broadcasting and Electronic Media*, vol. 43, n° 2 (printemps 1999).
- Nadeau, Richard, Richard G. Niemi, David P. Fan et Timothy Amato. « Elite Economic Forecast, Economic News, Mass Economic Judgments, and Presidential Approval ». *Journal of Politics*, vol. 61, n° 1 (février 1999).
- Nadeau, Richard, André Blais, Elisabeth Gidengil et Neil Nevitte. « It's Unemployment Stupid! Why Perceptions about the Job Situation Hurt the Liberals in the 1997 Election ». *Canadian Public Policy*, vol. 26, n° 1 (mars 2000).
- Nadeau, Richard, Elisabeth Gidengil, Neil Nevitte et André Blais. *General Political Information, Issue-Specific Knowledge and Policy Preference*. Manuscrit non publié (2002a).
- Nadeau, Richard, André Blais, Elisabeth Gidengil et Neil Nevitte. *Les médias et le soutien aux institutions politiques au Canada*. Manuscrit non publié (2002b).
- Nadeau, Richard, Neil Nevitte, Elisabeth Gidengil et André Blais. « Election Campaigns as Information Campaigns ». Sous évaluation, *American Political Science Review* (2002c).
- Nevitte, Neil. *The Decline of Deference : Canadian Value Change in Cross-National Perspective*. Peterborough : Broadview Press, 1996.
- Newton, Kenneth. « Mass Media Effects : Mobilization or Media Malaise? ». *British Journal of Political Science*, vol. 29, n° 4 (septembre 1999).
- Norris, Pippa. « Does Television Erode Social Capital? A Reply to Putnam ». *PS : Political Science & Politics*, vol. 29, n° 3 (septembre 1996).
- _____. (dir.). *Critical Citizens : Global Support for Democratic Governance*. Oxford : Oxford University Press, 1999.
- _____. *A Virtuous Circle ? The Impact of Party Organizations and the News Media on Civic Engagement in Postmodern Campaigns*. Communication présentée lors des ateliers du European Consortium for Political Research, Copenhague (avril 2000a).
- _____. *A Virtuous Circle : Political Communication in Postindustrial Democracies*. New York : Cambridge University Press 2000b.
- Norris, Pippa, John Curtice, David Sanders, Margaret Scammell et Holli A. Semetko. *On Message : Communicating the Campaign*. Londres : Sage, 1999.
- Nye, Joseph S., Philip D. Zelikow et David C. King (dir.). *Why People Don't Trust Government?* Cambridge : Harvard University Press, 1997.
- OCDE. *Perspectives des communications de l'OCDE 1999*. Paris : Éditions de l'OCDE, 1999.
- Page, Benjamin I. *Who Deliberates ? Mass Media in Modern Democracy*. Chicago : The University of Chicago Press, 1996.
- Patterson, Thomas E. *Out of Order*. New York : Knopf, 1993.
- _____. « Bad News, Period ». *PS : Political Science & Politics*, vol. 29, n° 1 (mars 1996).
- _____. « The News Media : An Effective Political Actor ? ». *Political Communication*, vol. 14, n° 4 (octobre 1997).
- Perloff, Richard M. « Ego-involvement and Third Person Effect of Televised News Coverage ». *Communications Research*, vol. 16 (1989).

- Pharr, Susan et Robert Putnam (dir.). *Disaffected Democracies : What's Troubling the Trilateral Countries ?* Princeton : Princeton University Press, 2000.
- Pratte, André. *Le syndrome de Pinocchio : Essai sur le mensonge en politique*. Montréal : Boréal, 1997.
- _____. *Les oiseaux de malheur : Essai sur les médias d'aujourd'hui*. Montréal : VLB Éditeur, 2000.
- Price, Vincent et John Zaller. *Measuring Media Exposure and Gauging Its Effects in General Population Surveys*. Communication présentée lors du congrès annuel de l'American Political Science Association, San Francisco, 1996.
- Putnam, Robert D. « Bowling Alone : America's Declining Social Capital ». *Journal of Democracy*, vol. 6, n° 1 (janvier 1995a).
- _____. « Tuning In, Tuning Out : The Strange Disappearance of Social Capital in America ». *PS : Political Science & Politics*, vol. 28, n° 4 (décembre 1995b).
- _____. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York : Simon and Schuster, 2000.
- Qualter, T. H. et K.A. MacKirdy. « The Press of Ontario and the Election ». Dans *Papers on the 1962 Election*, dir. John Meisel. Toronto : University of Toronto, 1964.
- Ranney, Austin. *Channels of Power : The Impact of Television on American Politics*. New York : Basic Books, 1983.
- Reeves, Richard. « Reporters and Public Officials : Who Uses Whom? Overview ». Dans *Do the Media Govern ?*, dir. Shanto Iyengar et Richard Reeves. Thousand Oaks : Sage, 1997.
- Robinson, Michael J. « Public Affairs Television and the Growth of Political Malaise : The Case of 'the Selling of the Pentagon' ». *American Political Science Review*, vol. 70, n° 2 (juin 1976).
- Rosen, Jay. *What are Journalists For ?* New Haven : Yale University Press, 1999.
- Rosen, Jay et Davis Merritt. *Public Journalism : Theory and Practice*. Dayton : Kettering Foundation, 1994.
- Rothman, Stanley. « The Mass Media and Democratic Well Being in the United States ». *International Journal on World Peace*, vol. 13, n° 3 (été 1996).
- Rothman, Stanley et Robert S. Lichter. « Elite Ideology and Risk Perception in Nuclear Energy ». *American Political Science Review*, vol. 81, n° 2 (juin 1987).
- Sabato, Larry J. « Open Season : How the News Media Cover Presidential Campaigns in the Age of Attack Journalism ». Dans *Under the Watchful Eye : Managing Presidential Campaign in the Television Era*, dir. Mathew McCubbins. Washington : CQ Press, 1992.
- _____. *Feeding Frenzy : How Attack Journalism Has Transformed American Politics*. New York : Free Press, 1993.
- Saint-Jean, Armande. « The Evolution of Journalism Ethics in Quebec ». Dans *Deadlines and Diversity : Journalistic Ethics in a Changing World*, dir. Valerie Alia, Brian Brennan et Barry Hoffmaster. Halifax : Fernwood Publishing, 1996.
- Schudson, Michael. *The Power of News*. Cambridge : Harvard University Press, 1995.
- Sigal, L. V. *Reporters and Officials : The Organization and Politics of News Making*. Lexington : D.C. Healt, 1973.
- Signorielli, Nancy et Michael Morgan (dir.). *Cultivation Analysis : New Directions in Media Effects Research*. Newbury Park : Sage, 1990.
- Soderlund, W. C., W. I. Romanow, E. D. Briggs et R. H. Wagenberg. *Media and Elections in Canada*. Toronto : Holt, Rinehart and Winston, 1984.
- Spencer, David R. et Catherine M. Bolan. « Aperçu historique de la radiodiffusion électorale au Canada ». Dans *La radiodiffusion en période électorale au Canada*, Frederick J. Fletcher. Montréal : Wilson-Lafleur, 1991.
- Stimson, James A. *Public Opinion in America*. Boulder : Westview, 1991.
- Taras, David. *The Newsmakers : The Media's Influence on Canadian Politics*. Scarborough : Nelson Canada, 1990.
- _____. « The Mass Media and Political Crisis : Reporting Canada's Constitutional Struggles ». *Canadian Journal of Communication*, vol. 18, n° 2 (printemps 1993).
- _____. *Power and Betrayal in the Canadian Media*. Peterborough : Broadview Press, 1999.
- Tuchman, G. *Making News : A study in the Construction of Reality*. New York : Free Press, 1978.
- Vallone, Robert, Lee Ross et Mark L. Leeper. « The Hostile Media Phenomenon : Biased Perception and Perceptions of Media Bias in Coverage of the Beirut Massacre ». *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 49 (1985).
- Van der Eijk, Cees. « The Netherlands : Media and Politics between Segmented Pluralism and Market Forces ». Dans *Democracy and the Media : A Comparative Perspective*, dir. Richard Gunther et Anthony Mughan. Cambridge : Cambridge University Press, 2000.
- Van Raaij, Fred W. « Economic News, Expectations, and Macro-Economic Behavior ». *Journal of Economic Psychology*, vol. 10, n° 4 (décembre 1989).
- Wagenberg, R. H., W. C. Soderlund, W. I. Romanow et E. D. Brigg. « Campaigns, Images and the Polls : Mass Media Coverage of the 1984 Canadian Election ». *Canadian Journal of Political Science*, vol. 21, n° 1 (mars 1988).
- Warren, Mark E. (dir.). *Democracy and Trust*. New York : Cambridge University Press, 1999.
- Wattenberg, Martin. *The Rise of Candidate-Centered Politics*. Cambridge : Harvard University Press, 1991.
- Weaver, David H. et G. Cleveland Wilhoit. *The American Journalist in the 90s : US News People at the End of an Era*. Mahwah : Lawrence Erlbaum Associates, 1996.
- West, Darrel. *Air Wars : Television Advertising in Election Campaigns 1952-1996*. Washington, DC : Congressional Quarterly, 1997.
- Westerstahl, Jorgen et Folke Johansson. « News Ideologies as Molders of Domestic News ». *European Journal of Communication*, vol. 1, n° 1 (mars 1986).
- Wilson, R. Jeremy. « Horserace Journalism and Canadian Election Campaigns ». Dans *Canadian Political Party Systems : A Reader*, dir. R.K. Carty. Peterborough : Broadview Press, 1992.
- Winter, James. *Democracy's Oxygen : How Corporations Control the News*. Montréal : Black Rose Books, 1996.
- Zaller, John. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. New York : Cambridge University Press, 1992.
- _____. *A Theory of Media Politics : How the Interest of Politicians, Journalists, and Citizens Shape the News*. Manuscrit non publié, 1999 (Disponible sur Internet à : <http://www.sscnet.ucla.edu/polisci/faculty/zaller/media%20politics%20book%20.pdf>)
- Zukin, Cliff. « Mass Communication and Public Opinion ». Dans *Handbook of Political Communication*, dir. Dan Nimmo et Keith R. Sanders. Beverly Hills : Sage, 1981.
- Zussman, David. « Do Citizens Trust Their Governments? ». *Administration publique du Canada*, vol. 40, n° 2 (été 1997).